

LE PEUPLE BRETON

5^f
Mensuel

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

STIVELL :
UNE SYMPHONIE
DU BOUT DU MONDE

NUMÉRO 196
4 AVRIL-2 MAI 80

**PLOGOFF,
MARÉE NOIRE :**

**ON EN A
MARRE !**

Pour tous vos achats

Textiles

Bazar

Alimentaires

Faites

confiance à...



EUROMARCHÉ

une nouvelle race de magasins



Boulevard de Plymouth

BREST

Ouvert sans interruption de 9h. à 22h.
(le samedi de 9h. à 19h.)

VINS SUPÉRIEURS

SANTA-ROSA

Ets LE FUR

Allée du Bois Noir LANDERNEAU
— Spécialiste des Vins Fins —

Société

BOUCHON-BOUCHARD

Chauffage - Sanitaire

51 bis, rue du Mal Leclerc VANNES

Tél. (97)47.39.06

distributeur agréé PRIMAGAZ

**LIBERTY
BAR-SNACK**

CONSOMMATIONS DE 1^{er} CHOIX
Musique tous les soirs

Téléphone (99)40.90.92
3, rue Jacques-Cartier
35400 SAINT-MALO

Soniri Keltiek

HERVE MEUR

1 Dachenn Aman
29000 KEMPER
Pell : (98)95.45.82



Breiz



Kabigs

Petite et grande taille

« Breizh Kabigs »

247, rue Jean-Jaurès

« Yveline »

Prêt-à-porter féminin

1, rue Inkerman - 29200 BREST

Barrhus

10, rue Charles-Berthelot
BREST

Bières, vins et spiritueux
Livraisons à domicile - Gros-Détail

CAFE DES MOUETTES

GUINNESS A LA PRESSION

—
PORT DE COMMERCE

BREST

Tél. 44-33-21

**LA PÊCHE
EN BRETAGNE**

**Des propositions
un programme
chiffré**

Une brochure de l'U.D.B.
7F+1,30 envoi à
UDB-BP 304-29273 BREST CEDEX

14-15 JUIN - BREST PENFELD - 15F LES 2 JOURS !

FÊTE DU PEUPLE BRETON

Pierre Perret - Quilapayun - François Béranger - Amalia Rodriguez - Gilles Servat...

Souscription permanente pour le progrès du «Peuple Breton»

TENIR BON

Les naufrages en matière de presse sont aussi fréquents que ceux des pétroliers. Voici « Paris-Hebdo » qui sombre après avoir englouti 15 millions de francs. Pourtant, en avait-il eu de la publicité, y compris « clandestine » à la radio ! En a-t-on parlé, de ce dernier-né de Jean-Louis Servan-Schreiber ! le voici rentré dans son trou ; Pour tenir, dans la presse, il faut être motivé : votre participation à cette souscription montre que c'est le cas des lecteurs du « P.B. » !

10^e liste

A. Gachet, Nantes	10,00
P. Le Hénaff, Daoulas	20,00
H. Le Hénaff, URSS	30,00
Philippe G., Bligny (91)	50,00
J. Oulic'henn, La Forêt-Fouesnant	10,00
Alain Le G., Plougonvelin	20,00
Marguerite M., Brest	20,00
F. Martin, Lille (59)	20,00
D. Martin, Bordeaux (33)	20,00
S. Gall, Perros-Guirec	20,00
J.Y. Flego, Plouhinec (56)	10,00
René B., Grenoble (38)	10,00
Georges D., Quimperle	50,00
L. Guillaume, Trestel	20,00
Y. Léon, Abidjan	75,00
Pierre Le C., Paris (75)	10,00
Maryvonne M., Brest	10,00
Jean Yves G., Concarneau	50,00
Jean Yves C., Pont Aven	50,00
J.Y. Léon, Togo	10,00
F. Cochar, Herouville (14)	20,00
Gérard B., Cherbourg (50)	20,00
G. Le Duff, Rennes	10,00
M. Thepault, Plabennec	10,00
Joseph Le L., Brest	20,00
M. Oiry, Tréguier	50,00
Annick R., Le Conquet	20,00
G. Provost, Rennes	50,00
S. Abily, Paris	30,00
Patrick L., Paule	10,00
M. Le Champion, Rennes	20,00
Roland P., St Gilles (30)	10,00
J.F. Gillet, Sotteville les Rouen (76)	20,00
P. Rannou, Douarnenez	20,00
A. Delos, Cesson Sévigné	20,00
G. L'Hostis, Brest	20,00
A. Le Gouzougnec, Lanvellec	20,00
P. Tremel, Nantes La Jolie (78)	10,00
Y. Roquet, St Malo	20,00
B. Le Gonidec, Rennes	10,00
E. Le Bris du Rest, Rennes	20,00
Section UDB, Vallée de chevreuse (91)	50,00
B. le Fol, Algérie	30,00
R. Queignec, Nantes	20,00
Philippe L., Quimper	50,00
N. Pilaudon, Rambouillet (78)	150,00
Robert Le S., Argenteuil (95)	50,00
Eugène R., Malestroit	30,00
M. Hola, Pierrefitte (93)	20,00
J. Martin, Combres (55)	30,00
Alain Le G., Paris (75)	20,00
Armand H., St Etienne du Rouvray (76)	50,00
J. Galerne, Châteauneuf sur Loire (45)	20,00
J. Paugam, Pierrefitte (93)	20,00
J. Giovanelli, Inzinzac Lochrist	20,00
Yvon B., Brest	10,00
J.L. Le Cleach, Concarneau	20,00

J.C. Kerleo, Brest	10,00
Augustin C., Mordelles	20,00
A. Gerbaud, Blain	20,00
Romain Le D., Pluvigner	20,00
Joël D., Guidel	20,00
M. Fichou, Sotteville les Rouen (76)	50,00
Alain D., Colombes (92)	20,00
G. Le Corre, Alfortville (94)	50,00
J.P. Blais, Liffre	20,00
C. Le Saout, Paris (75)	50,00
Pol G., Quimper	10,00
R. Rollet, La Roquette sur Siagne (06)	20,00
N. Mazevet, St Denis (93)	10,00
Y. Pezennec, Lorient	20,00
A. Bougeant, Lannion	20,00
Daniel E., Lorient	20,00
Anne le M., Marseille (13)	30,00
Loïc Le N., Nantes	20,00
A. Cleach, Brest	20,00
H. Poulain, Carquefou	10,00
H. Hubert, Quimper	20,00
Joseph P., Bois Colombes (92)	50,00
A. Le Priellec, Evry (91)	20,00
Yvonne V., Roscoff	50,00
Patrick B., Brest	30,00

F. Fournis, St Clair sur Epte (95)	20,00
Martine Le B., Quimper	20,00
Bernard Le B., Pont l'Abbé	20,00
Michel P., Morlaix	20,00
G. Fauglas, Clohars Carnoet	20,00
Jean L., Penvenan	50,00
N. Illiaquer, Le Havre (76)	20,00
E. Kervran, Carquefou	30,00
M. Ilion, Nantes	20,00
P. Rohou, Massy (91)	50,00
Paulette S., Concarneau	10,00
Joël T., Bois Colombes (92)	20,00
J.J. Rolland, Daoulas	20,00
M. Cornec, La Celle St Cloud (78)	50,00
Alain G., Biarritz (64)	20,00
André G., Vaux en Velin (69)	21,00
J. Ichters, Paris (75)	70,00
J.C. Sevellec, Hennebont	20,00
J.Y. Croguennoc, Landunvez	20,00
Noëlla D., Trégunc	20,00
Mme Le Bihan, St Malo	40,00
P. Guillou, Paris (75)	40,00
Cécile le R., Concarneau	10,00
J.P. Le Roy, Quimper	30,00
A. Cousin, Fécamp (76)	50,00
Y. Colliot, St Malo	50,00
Joël P., Beaumont sur Oise (95)	10,00
Gérard D., Paris	20,00
J.C. Padioleau, Nantes	20,00
Guy K., Vannes	20,00
L. Richard, Nantes	25,00
P.B., Paris	10,00
C. Quemener, St Nazaire	50,00
Henri J., Brest	70,00
Anonyme	20,00
J. Thomas, Cap d'Antibes (06)	10,00
Jean P., Auray	20,00
G. Guennoc, Brest	20,00

Total de la 10 ^e liste	3221,00
Report des listes précédentes	22773,40
Total	25994,40

« LE PEUPLE BRETON » Mensuel

Boite Postale 304
29273 BREST CEDEX

•
ABONNEMENTS
Ordinaire : 50 F

De soutien : à partir de 70 F

Etranger : 60 F

Etranger (par avion) : 75 F
C.C.P. 2365-76 RENNES

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Pour tout changement d'adresse nous demandons à nos abonnés de nous écrire en joignant ou en recopiant leur dernière bande d'expédition du journal et en joignant 2,00 F en timbres pour frais. Merci d'avance.

SOMMAIRE

MAREE NOIRE

ENCORE !	4
TANIO : DES QUESTIONS ET DES PROPOSITIONS	6

NUCLEAIRE

PLOGOFF : C'EST MAINTENANT QUE ÇA COMMENCE	8
BECASSINE, JE T'AIME	10

ENSEIGNEMENTS

INSTITS : ÇA CHAUFFE	12
----------------------	----

AGRICULTURE

LA HARMOYE : POUR QUI LES POULES ?	13
------------------------------------	----

SOCIAL

CHANCERELLE	14
LE MINOR	14

ECONOMIE

LE CREDIT MUTUEL, UNE BANQUE COMME LES AUTRES ?	15
---	----

SOCIETE

BRETONS, A VOUS DE PARLER	18
MON AFGHANISTAN	19

POLITIQUE

COMMENT L'UDB ANALYSE LA CRISE ECONOMIQUE	22
---	----

RUBRIQUES

LE PROBLEME BRETON DE BREST A NANTES	20
PB SERVICE	17

INTERNATIONAL

ZIMBABWE-EUSKADI : LES 2 VICTOIRES	24
------------------------------------	----

TEMOIGNAGE

40 ANS A LA MANU	25
------------------	----

CULTURE

STIVELL : INTERVIEW	26
DISQUES	28
LE FRONT CULTUREL MANIFESTE	29

COURRIER DES LECTEURS

EDITORIAL	32
-----------	----

Composition mécanique

Imprimerie de l'Iroise Brest

Publication inscrite à la C.P.P.A.P. n° 41 387

Tirage : 13.000 ex. Dépôt légal : 2^e trim.

Directeur de la publication : J. Guéguénat

« Propos pour une prochaine marée noire » :

C'était le titre d'un débat du Peuple Breton, un an après l'Amoco-Cadiz. Nous y sommes.



Y. Chapalain

FAUT-IL S'Y HABITUER ?

Mars ne pardonne pas. En mars, les eaux gris acier de La Manche, vaguement teintées d'un vert moisi, se hérissent de montagnes de cauchemar aux formes lourdes et tourmentées, aux crêtes desquelles les sept vents du diable, singeant une vraie tempête de neige sur de vraies montagnes, arrachent en hurlant sous un ciel bas et sale, de longs panaches d'écume glacée qui abolissent toute limite entre l'air et l'eau. Mars ne pardonne pas. Il ne pardonne pas aux marins d'occasion, aventuriers au rabais pourvus de brevets libériens ou chypriotes, au service d'armateurs grecs, qui au pied de leurs villas des Cyclades n'ont jamais connu qu'une mer d'opérette. Mars ne pardonne pas. Il ne pardonne pas aux rafiots bons pour la casse, bons pour le poids de leurs tôles écrouies, bons pour le poids de leur ferraille rongée, cent fois usés et cent fois rafistolés au plus juste, sur lesquels pour de sordides questions de gros sous, les banquiers et les business-men, bien au chaud dans leurs bureaux « design » (moquette, cigares, whisky complet du meilleur faiseur, parties de chasse avec le

ministre) jugent bon d'envoyer des bonshommes au casse-pipe.

Mars nous est revenu, et avec lui un nouveau désastre, avec lui un nouveau déluge gluant vomi sur nos côtes. **Torrey Canyon, Olympic Bravery, Boehlen, Amoco-Cadiz, Gino**, la liste est déjà longue, sans oublier le **Bételgeuse** qui avait éprouvé notre peuple non par une marée noire, mais par un tribut en vies humaines. Le **Tanio**, un nouveau nom à graver au mémorial des catastrophes engendrées par la nouvelle piraterie de cette fin du siècle, aura, comme le **Bohlen**, cumulé les deux, les morts, Bretons ou Malgaches, qu'importe au banquier, c'est la même viande à profits, et la marée noire. Une marée noire de plus, la sixième en onze ans. Qu'en dire qui n'ait été déjà cent fois dit et redit à propos des précédentes ? C'est chaque fois la même chose et ce sont maintenant la lassitude et l'écœurement, qui dominant tout autre sentiment. Lassés et écœurés, les anciens combattants du **Torrey-Canyon** et de l'**Amoco-Cadiz** ont remis leur petite cuillère au grenier.

Nul volontaire n'ira plus s'offrir pour « sauver la mer », et l'on ne reverra pas sur les grèves l'employé de mairie et le paysan manier la pelle et le seau au coude à coude avec la bonne sœur, cotillon relevé sur ses bottes. Disparu l'élan qui jetait autrefois tout un peuple à la côte dans la bataille contre le mazout : lassés et écœurés, les Bretons laissent maintenant ceux qui nous souillent et ceux qui nous gouvernent se débrouiller eux-mêmes avec leur caca.

C'est chaque fois la même chose. Gros titres et matraquages, communiqués d'état-major sur l'état du « front » à chaque journal télévisé. Rassurants, les communiqués, comme à chaque fois. Comme à chaque fois la seule inquiétude officielle est pour la saison touristique. Comme à chaque fois, l'on a entendu pleurnicher ces commerçants et ces hôteliers du Trégor, déjà indemnisés la dernière fois, et qui font en temps ordinaire leur beurre de l'année en deux mois, en exploitant l'invasion massive d'une clientèle plutôt aisée, avec ports de plaisance, casino à Perros-Guirec et



Ouessant, mars 1976



Portsall, mars 1978



Trégor, mars 1980

tout. Comme à chaque fois, pour faire plaisir à ces messieurs, il aurait fallu déverser partout des détergents (oh, pardon, des «dispersants»), plus nocifs que le pétrole, mais qui rendent si propres, propres comme un désert, les jolis rochers roses et les plages. Pas de chance pour ces messieurs, avec le pétrole de cette fois-ci, pas d'emploi techniquement possible des fameux dispersants, ce qui n'a pas empêché la Marine Marchande d'annoncer les premiers jours qu'elle en utilisait en mer, histoire de se donner l'air de faire quelque chose. S'il n'y avait dans le Trégor que messieurs les hôteliers et leur saison touristique, on leur en souhaiterait encore d'autres, des marées noires, bien grosses et bien visqueuses, histoire d'étouffer une bonne fois les saisons touristiques à venir, histoire d'étouffer une bonne fois cette illusion d'activité qui sert à cacher que la Bretagne crève, le Trégor comme le reste, et qu'il est grand temps de trouver autre chose pour vivre, et pour vivre douze mois sur douze.

Comme à chaque fois les oiseaux meurent. Comme à chaque fois, les plus rares, et comme à chaque fois la nature devient chez nous un peu plus pauvre. Comme à chaque fois, la «grande» presse y va de sa petite larme sur ces pauvres oiseaux, et comme à chaque fois, l'on ne saura rien de bien sérieux sur le sujet, car les colonies d'oiseaux du Trégor sont le fief d'un vieux colonel en retraite, qui depuis des années font varier les chiffres de recensements en fonction de ses états d'âme.

C'est chaque fois la même chose, et pourtant, c'est différent. Avez-vous remarqué le premier soir ou le lendemain du naufrage cet énorme morceau de propagande à la gloire de l'aéro-navale, fidèlement resservi au journal télévisé régional, puis sur deux éditions successives du journal «national» alors que l'information proprement dite allait en s'amenuisant? Les nouvelles marées noires sont celles de la reprise en main. Marée noire invisible, confirmée sur les fonds du large, celle du **Gino** avait déjà bien facilité les choses. La Marine avait mis le grappin dessus sans douceur, et l'on parle d'un appel téléphonique, d'un navire du CNEXO, étudiant les environs de l'épave à un quotidien local, que Radio-Conquet avait dû couper sur ordre militaire. Déjà, le temps de l'**Amoco** avait été celui des grandes manœuvres. Mais aussi celui de la grande pagaille. Du côté du manche, on était visiblement pris de court, quand tout était pourtant prévisible.

Voici venu le temps des technocrates. Il y a deux ans, la communauté scientifique avait, avec les élus et les professionnels de la mer, réclamé la création d'un centre d'étude et d'intervention contre la pollution, indépendant du pouvoir et de toute autre organisme préexistant. Le centre est venu. Il s'appelle le CEDRE. Mais il a été immédiatement localisé au CNEXO, dans un endroit où l'existence d'une stricte hiérarchie et d'une forte dépendance à l'égard du pouvoir garantit une ambiance propre à un

contrôle efficace. Pour ce qui est de la compétence, il faut savoir qu'on trouve au CEDRE un gugusse qui prend tout pour du mazout vieilli datant des navires coulés pendant la deuxième guerre mondiale... la ceinture de lichen noir qu'on trouve au niveau des hautes mers. Ce gugusse, vous l'avez vu sur votre écran de télévision commenter la mine réjouie, les opérations de ramassage du pétrole du **Tanio**, qu'il se donnait l'air de diriger. Pauvres technocrates. Mais ce n'est pas là l'essentiel. L'essentiel est de disposer d'un machin institutionnellement tenu pour compétent, pour empêcher quiconque, et en particulier les scientifiques indépendants, d'aller mettre leur nez dans le mazout, et d'aller raconter ensuite au public des choses qu'il ne faut pas raconter. Opération réussie dans le cas du **Gino**, impossible avec le **Tanio**, quant tout un chacun peut y aller voir.

Il y a pourtant une prise en main certaine. Pas de « plan Polmar » au début, mais une mise en œuvre discrète et quasi-clandestine d'un énorme appareil militaire et policier, avec barrages de routes et tout. Moins il y aura de monde à venir voir, mieux ce sera. Opération réussie là aussi, compte tenu du ras-le-bol des Bretons qui ne se sont pas précipités à la grève avec leurs pelles et leurs seaux ?

N'y comptez pas trop messieurs. La lassitude et l'écoeurement ne sont pas l'indifférence. Ce peuple est secret et vous n'avez jamais su le comprendre. Il mûrit lentement des colères qui vous surprendront toujours. Elles éclateront quand vous vous y attendrez le moins et prendront des formes que vous n'aurez pas prévues. Voyez Plogoff. Vos technocrates doivent bien ricaner, et

penser que si les Bretons ne veulent pas de vos centrales, c'est parce qu'il s'agit d'une peuplade arriérée restée à l'époque de la bougie et du feu de bois.

Ce n'est pas cela du tout. C'est parce qu'il s'agit de **vos** centrales, de **leur** vie. Le morceau était cette fois trop gros pour que les Bretons ne s'aperçoivent pas enfin que l'on a trop longtemps décidé pour eux de tout, du dérisoire comme de l'essentiel. Et votre préfet a commis la gaffe supplémentaire de faire brutalement découvrir, à des gens qui n'en avaient pas la moindre expérience concrète, ce qu'est un État policier. Le choc en fera mal longtemps. Avec vos gardes mobiles et vos CRS, vous avez subi, dans le cœur et l'esprit des gens, une défaite facilement évitable dont vous êtes encore loin de mesurer l'importance.

Pour les marées noires, c'est la même chose. Si pour l'instant les Bretons semblent assez silencieux, dites-vous bien qu'ils n'en pensent pas moins. Leur apparente apathie devrait plutôt vous inquiéter. S'il n'y a plus de volontaires pour lutter contre la marée noire, c'est que les Bretons sont en train de comprendre le système. Tout le système et pas seulement ses localités météorologiques et saisonnières. Les Bretons dans leur grande masse, et pas seulement quelques militants. Le pétrole et les fous de Bassan de l'Elysée sont un signe, un tout petit signe, que quelque chose mûrit en silence. Monsieur le Ministre, si vous trouvez un instant pour y penser, à votre prochaine partie de chasse en Sologne, vous devriez en parler à votre ami le banquier. Vous pourriez tous les deux avoir un jour une surprise.

Jean Roudaut.

TANIO

LES QUESTIONS

Il est bon de se rappeler, de temps en temps, que les marées noires, ça fait aussi des morts. Les huit disparus du **Tanio** n'ont pas été victimes de la fatalité, mais plutôt de la recherche du maximum de profits. Les côtes bretonnes, engluées une fois de plus, ce n'est pas le malheur imprévisible qu'il faut incriminer, mais l'intérêt d'un certain nombre de sociétés aussi discrètes que peu scrupuleuses.

Le **Tanio** avait 22 ans d'existence : une sorte de record. Bien sûr, nous dit-on, le **Tanio** faisait du cabotage, et les caboteurs, restant plus longtemps dans le port, ont une durée de vie supérieure à celle des long-courriers. Ainsi un tiers des pétroliers caboteurs ont plus de vingt ans. Mais il faut savoir que le **Tanio** pendant le temps où il était sous pavillon français, était employé comme long-courrier... et qu'un long-courrier est construit pour durer de 12 à 15 ans, moins même avec les constructions actuelles plus légères.

Au-delà la Marine Marchande française n'accorde plus de certificat de navigabilité à moins de faire des réparations si importantes, qu'il serait plus économique de construire un bateau neuf.

Pour éviter des frais catastrophiques, les compagnies françaises préfèrent en général se débarrasser des pétroliers, lorsqu'ils atteignent 12 ans de service, en les vendant aux compagnies maritimes des pays en voie de développement ou aux armateurs grecs.

Ainsi, ces navires qui devraient être destinés aux chantiers de démolition, continuent impunément, de nombreuses années encore, à sillonner les mers.

Si la marine française interdit l'accès de la mer à certains navires déclassés, d'autres pays moins scrupuleux, ne font aucune difficulté pour délivrer les autorisations nécessaires.

Dans le cas du « **Tanio** », l'opération a été la suivante : il s'appelait jusqu'à 1974 « **Lorraine** » et appartenait à la S.F.T.P., la Société Française de Transports Pétroliers. En 1974, il a seize ans, c'est la limite. Il passe donc à la Société Malgache de Transports Maritimes. Comme les intérêts sont parfois les mêmes dans les deux sociétés (ce serait en particulier le cas de la banque Worms), le transfert n'a pas présenté de difficultés majeures.

L'État de Madagascar, étant le principal actionnaire de ses compagnies de navigation, nous ne voyons pas pourquoi il se sanctionnerait lui-même, par le truchement de l'autorité maritime malgache, en refusant un certificat de navigabilité à l'un de ses navires, sous pavillon malgache, il aplanit bien des difficultés autant administratives que financières, tout en permettant au groupe Worms d'en conserver la propriété à près de 50% et par conséquent l'équivalent des profits (voir « **Ouest-France** » du 8 mars 80 : Propriété : un enchevêtrement d'intérêts).

TANIO :

L'intervention de Patrick Pellen, Conseiller Municipal de Nantes

La mort de huit marins et la pollution de 100 kilomètres de nos côtes, voilà de nouveau les fruits scandaleux de la politique du tout-profit.

Je n'insisterai pas sur les accidents qui surviennent dans l'exploitation d'une forme d'énergie relativement maîtrisée. On comprendra qu'ils nourrissent les réticences à l'égard d'une forme d'énergie qui l'est beaucoup moins.

L'UDB a demandé, après la catastrophe de l'Amoco-Cadiz en 1978 :

- que le rail d'Ouessant soit davantage éloigné des côtes

- que la surveillance soit retirée à la marine militaire qui s'en soucie comme de son premier col bleu et confiée à un corps renforcé de gardes-côtes

- qu'une base de remorqueurs lourds de haute mer soit installée à Ouesant

- que le pilotage des pétroliers soit obligatoire en Manche

- que les terminaux pétroliers bretons soient renforcés ou créés, notamment à Brest, pour limiter les risques de contournement de la péninsule

- que le Plan Polmar soit remplacé par une coordination sérieuse des moyens de prévention et de lutte, sous le seul contrôle efficace en Bretagne : celui de la population de notre région.

Rien, rien, rien de tout cela n'a été fait.

On se contente de nous annoncer la nouvelle catastrophe en nous disant qu'elle est évitée.

On ressort des tiroirs un plan Polmar mangé par les mites.

Comme la centrale de Plogoff, cette marée noire nous est imposée par un pouvoir complice des intérêts de la classe dominante.

C'est contre cela que l'Union Démocratique Bretonne réclame l'autonomie et le socialisme.



Sur le plan administratif, plus de problème pour obtenir un certificat de navigabilité aux moindres frais.

Sur le plan financier, les bénéfices sont d'autant plus importants que l'équipage breton (à 95%) du «Lorraine» a été remplacé par l'équipage malgache du «Tanio» sauf pour l'encadrement qui compte 7 Français dont 4 officiers.

DES SOUS !

Les communes du littoral touchées par la marée noire de l'Amoco-Cadiz, il y a deux ans, se sont groupées en un syndicat pour faire face aux complications des procès d'indemnisation. Ce syndicat, qui est actuellement contraint d'emprunter de l'argent pour mener à bien ces procès sera sûrement ravi d'apprendre la nouvelle suivante: quatre-vingts millions de francs (8 milliards de centimes) sont actuellement gérés par un syndic de Brest, Maître Catta. Ils proviennent des versements faits par les assureurs à la suite de la catastrophe, et leurs destinataires ne sont actuellement pas connus... Ces huit milliards de francs sont pour le moment confiés à la Société Générale, qui doit les rémunérer à un peu plus de 10%.

Il va sans dire qu'un marin malgache perçoit un salaire moyen, environ 5 fois inférieur à celui du marin français.

Aucune autorité maritime, à l'exception de l'armateur, n'étant désormais en mesure d'arrêter l'activité d'un tel navire pour raison de sécurité, tant qu'il est rentable et que son moteur est capable de le pousser, il continue à naviguer jusqu'à ce que la catastrophe devienne inévitable. Malheureusement, cette catastrophe ne survient pas à quai, ni en mer par temps calme, ce qui serait un moindre mal, mais au large, pris dans une tempête de trop, pas nécessairement plus violente que les dizaines de tempêtes qu'a déjà subies le navire au cours de son existence dangereusement prolongée.

Tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle se casse. Il faut savoir que le «Tanio» construit en Hollande en 1958 était relativement robuste et de petite capacité (28.000 tonnes) par rapport aux pétroliers construits pendant l'euphorie pétrolière des années 65/70 de 5 à 10 fois plus volumineux et prévus pour durer 10 ans.

Ces pétroliers, de construction plus fragile, sont aujourd'hui en vente sur le marché de l'occasion, des armateurs grecs ou autres envisagent de les acquérir pour les faire naviguer, à prix de revient réduit, aussi longtemps qu'ils seront rentables ou jusqu'à ce qu'un accident prévisible interrompe leur navigation.

Le rebut pour l'Europe

Actuellement, les Américains mettent au point, une réglementation draconienne pour améliorer, dans leurs eaux

Une fosse sur la côte du Trégor : encore les mêmes erreurs !

territoriales, la sécurité maritime et pour lutter contre la pollution. Les pétroliers qui alimentent les États-Unis, doivent pour se conformer à cette réglementation, subir des transformations coûteuses (installation d'appareils de navigation supplémentaires, de gaz inerte pour réduire les risques d'explosion, etc...) Les Européens, s'ils veulent vraiment limiter les risques de pollution doivent adopter les mêmes mesures préventives, sinon les navires, inacceptables aux USA, seront utilisés pour l'approvisionnement en pétrole de l'Europe qui verra refluer vers elle la majorité des vieux «rafiots».



Des propositions

De multiples propositions ont été faites pour lutter contre la pollution par les hydrocarbures. Nous nous permettons d'en rappeler ou d'en suggérer quelques unes:

— interdire l'accès de la Manche aux pétroliers de plus de 15 ans en exigeant des certificats de navigabilité produits par les Pays Européens, garantissant la navigation dans des conditions normales de sécurité — contrôler la composition et la compétence des États-majors et équipages chargés de la conduite des navires.

— obliger les navires de tonnage important à prendre un pilote à l'entrée de la Manche. Le pilote, en liaison radio permanente avec la terre, serait le témoin indépendant et privilégié des conditions de navigation et de sécurité du navire dont il aurait la charge. Il pourrait notamment s'assurer de l'application effective des règlements par les commandants de navires et surveiller par exemple, l'absence de rejets volontaires d'eaux mazoutées à la mer. En cas de danger, il serait seul juge et responsable pour décider de faire appel aux remorqueurs.

— exiger l'équipement de chaque navire d'une «boîte noire» inviolable, enregistrant en cours de navigation, les principales défaillances de la machine de propulsion et de l'appareil à gouverner qui mettent le navire en difficulté. Au port, l'inspecteur de navigation, pourrait contrôler par la lecture de la bande enregistrée, la fréquence et la gravité des défauts importants de fonctionnement et exiger la remise en état des appareils défectueux avant le départ du navire. Un tel contrôle aurait, sans doute, permis d'éviter l'accident de l'Amoco Cadiz dont l'appareil à gouverner était déjà défaillant bien avant que ne survienne la catastrophe de Portsall.

— Sanctionner très sévèrement les propriétaires de navires, en cas de rejet volontaire d'hydrocarbure à la mer, en tenant compte du fait qu'on évalue à 4 millions de tonnes la quantité de mazout rejetée volontairement à la mer chaque année.

Une bonne partie de cette pollution provient du nettoyage en mer des citernes de pétroliers vides.

— Rendre obligatoire l'équipement des navires 1) en: filtres, séparateurs et cuves de décantation des eaux polluées, 2) en détecteurs d'hydrocarbures placés sur les circuits de refoulement à la mer des diverses pompes, 3) en incinérateur d'ordures, ce qui éviterait d'utiliser la mer en guise de poubelle pour les déchets indestructibles, cartons, emballages plastiques, chiffons et étoupe imbibés de mazout, etc...

Toutes ces propositions demandent plus, pour être réalisées, un effort collectif et permanent de bonne volonté qu'une dépense importante. Mais elles se heurtent à l'indifférence ou au manque de sérieux de pouvoirs centralisés, plus efficaces à minimiser les catastrophes aux yeux de l'opinion qu'à les éviter.

Dès qu'il s'agit de la mer (périphérique), le Français, d'esprit continental (et centripète), ne se sent guère concerné...

J.R.

PLOGOFF

**« C'est maintenant
que le plus difficile
commence ! »**

On l'a dit: on y est allé comme à la messe. C'est curieux que les images religieuses se soient imposées à l'occasion des événements du Cap Sizun. La troménie sur les dunes, les processions antinucléaires vers Feunteun-Aod, les bons séminaristes de Pont-Croix. Et surtout, la messe de cinq heures, celle où l'on communiait avec un lance-pierre et où le gaz lacrymogène et les coups de matraques tenaient lieu de pénitence.

Curieux, peut-être pas finalement; car c'est bien de foi qu'il s'est agi en ces mois venteux, à la pointe de Bretagne. De foi en l'avenir bien entendu!

On en est quand même sorti secoué de ces six semaines de résistance. Une présence policière aussi pesante laisse des traces et non seulement des traumatismes physiques: des tièdes sont devenus violents, des indifférents ont choisi leur camp et il reste un fait: jamais en France une implantation nucléaire n'a été aussi vivement combattue, et il ne doit sans doute pas y avoir beaucoup d'exemples comparables dans le monde.

Pour le pouvoir, l'échec se situe à plusieurs niveaux. D'abord, il n'a pu empêcher ce qu'il craignait le plus: que Plogoff devienne un symbole breton. Résister sur le Cap Sizun, le pouvoir y était parfaitement prêt. Un abcès de fixation limité ne le gênait pas et la tournure prise par le début de l'enquête n'était pas pour lui déplaire. On a tout fait, pendant les premières semaines, pour limiter la question à Plogoff. Audierne, Douarnenez, paraît-il, c'était déjà loin, et ça n'avait pas à se mêler des affaires du Cap. Et la plus grande hantise des habitants de Plogoff, ce n'était, paraît-il, pas la centrale, mais les voyous gauchistes anti-nucléaires, venus de Brest! Du moins si l'on croyait Europe 1, qui, en janvier, avait vraiment mis le paquet sur le nucléaire pendant une semaine, avec, en conclusion une interview de Giscard sur le sujet.

La tache thermique s'agrandit

Mais peu à peu, l'affaire a véritablement atteint la dimension bretonne. Déjà, le 3 février, les 20.000 personnes qui inauguraient la bergerie

ne pouvaient être toutes originaires du Cap... Puis on a vu la tache thermique s'agrandir: ça chauffait ailleurs! A Quimper, bien sûr où les épisodes juridico-policiers, tantôt comiques, tantôt tragiques déplaçaient le foyer vers l'est. La prise de position de la municipalité de Brest, à l'initiative de l'UDB, l'attirait vers le Nord. Les comités des pêcheurs bigoudens le poussaient au sud. A Nantes, à St Malo, ça bougeait...

Contenir la contestation dans les limites du Cap n'étant plus possible, il importait donc de sauter l'échelon breton pour en arriver au niveau hexagonal.

On a donc entendu Brice Lalonde: les écologistes, paraît-il, étaient les seuls sur la brèche, et les seuls pourvu qu'ils fussent parisiens, à comprendre quelque chose à l'autonomie. On a fait intervenir le «bon écologiste» Lebreton. Garandy est venu. Quilès, du PS, aussi. Pourtant, au niveau français, ça n'a pas mordu... Plogoff était bien une affaire bretonne, seulement bretonne, et difficilement concevable dans une autre région.

C'est même, avec son abondance de drapeaux bretons, un symbole de première grandeur. Jamais, depuis le «Joint Français» à St Brieuc, cette dimension bretonne n'était plus apparue...

L'échec de Jourdan

La disproportion entre la maigreur des résultats de l'enquête-bidon et le luxe de moyens en hommes, en armes et en action psychologique qui ont été déployés laisse pantois. Les manipulateurs d'opinion se sont mis le doigt dans l'œil: l'omniprésence policière dans le Sud-Finistère a créé plus d'opposants à la centrale que ne l'auraient fait des milliers d'heures de discussions.

Le Préfet Jourdeau, qui prenait la lourde succession de deux autres préfets du Finistère, limogés depuis peu (l'un à la suite de la mise à mal de Barre à Landéda, l'autre pour n'avoir pu empêcher qu'on accroche un cochon à



GINGIN...

J. Pellerin est chef des Relations Publiques au CEA (Commissariat à l'énergie atomique) et il a donc comme fonction essentielle de «faire passer» le nucléaire dans l'opinion publique.

On résiste mal, après les six semaines de Plogoff, après les 50.000 personnes du 16 mars à la Pointe-du-Raz, à l'envie de reproduire ses propos «clair-voyants», tenus dans «la Revue générale du nucléaire», au début de cette année.

Jean Pellerin observe: «C'est un fait que le mouvement anti-nucléaire en France a subi une perte d'audience au cours de l'année passée». Rappelant le peu de succès rencontré par les manifestations anti-nucléaires lors des mois écoulés, il ajoute: ...«encore plus significatif (de la perte d'audience du mouvement anti-nucléaire) est le fait que les principaux médias n'ont accordé qu'assez peu de place à ces différentes manifestations... Cette évolution de l'attitude de la presse réflète celle de l'opinion publique».

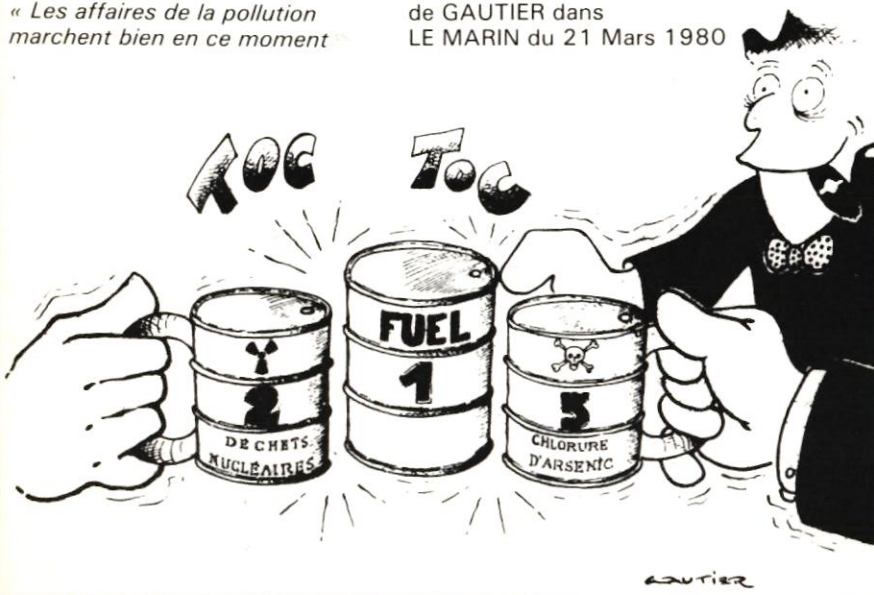
Sur le plan politique J. Pellerin se montre meilleur analyste que futurologue quand il vante les mérites des gouvernements forts:

J. Pellerin fait valoir par ailleurs l'efficacité très réduite «sur le terrain» des actions engagées par le mouvement anti-nucléaire, les autorités faisant respecter en tout état de cause les décisions légalement prises concernant le choix des sites, la construction des centrales, le fonctionnement des installations existantes. «A cet égard, observe-t-il, il apparaît que les structures administratives et les procédures en vigueur en France offrent moins de possibilités à des groupes minoritaires de s'opposer à une action ou de la retarder que l'organisation et les règles dans les États à structure fédérale ou confédérale».

Le dessin du mois

« Les affaires de la pollution marchent bien en ce moment »

de GAUTIER dans LE MARIN du 21 Mars 1980



L'HISTOIRE D'IFFIG

Il y en a même deux ce mois-ci:

L'une est sans doute vraie:

A Plogoff, une petite vieille s'avance vers une garde mobile qui poireaute devant une mairie annexe depuis le matin:

— Mon pauvre garçon, tu n'as même pas dû avoir le temps de manger?

— Bof, si... avec un lance-pierre!

L'autre est probablement fausse:

— Il paraît qu'on a tondue une brebis à la bergerie de Plogoff!

— Ah! et pourquoi donc?

— On dit qu'elle a couché avec un CRS...



l'hélicoptère de Giscard) a la réputation d'un dur. Venu de l'Intérieur, son rôle était de casser la contestation, y compris par la force. Il doit aujourd'hui reconnaître son échec: 50.000 personnes à la Pointe du Raz le 16 mars, quelle gifle!

Il faut dire qu'il n'a pas eu beaucoup de soutiens: la discrétion des partisans locaux du nucléaire ne lui a pas facilité la tâche: entre un Bécarn d'une prudence jésuitique et un Guernier qui ne sort de son silence que pour jouer les matamores (voir ses deux seules prises de parole dans le Monde et Ouest-France) il est apparu bien seul...

Trois sur quatre

Le 17 février, sur Europe 1, Giraud, ministre de l'industrie déclare que le consensus est général à 80% pour le nucléaire puisque «trois grands partis sur quatre» se sont prononcés pour la construction des centrales. Certes, le RPR et les giscardiens sont totalement alignés. Aucune voix discordante dans leurs rangs et même localement, Henri

Cogan, élu conseiller général sous l'étiquette UDF, mais se présentant comme antinucléaire, a mis des neutrons dans son vin...

Pour les communistes, la position n'est pas très commode: la centrale de Plogoff, au début, ils étaient contre. Il y a même eu une époque, il y a quatre ans, où ils placardaient sur les murs une affiche rappelant que Louis Le Roux, leur seul conseiller régional d'alors avait aussi été le seul à voter contre l'implantation alors que les socialistes s'abstenaient. Depuis, Georges Marchais est venu en Bretagne et du jour au lendemain, la position communiste a pris un virage total. La base a eu du mal à suivre! Il arrive même qu'elle ne suive pas complètement: ainsi des municipalités à majorité communiste du Pays Bigouden ont-elles pris position contre la centrale, si bien que P. Rainero, le responsable de la fédération communiste du Sud-Finistère en a été réduit à faire remarquer qu'à chaque fois il y a eu une voix pour la centrale et que cette voix a toujours été communiste! De même que le P.C., qui n'est pas coutumier du fait, à

laissé filtrer dans la presse ses désaccords sur le sujet. Bref, on discute au PC: c'est difficile de rester en dehors d'un mouvement véritablement populaire surtout quand il est opposé aux multinationales style Westinghouse... Reste que, par exemple, Alphonse Penven, le maire de Huelgoat, et l'un des deux représentants du PC au conseil général du Finistère, est l'assesseur de de Bennetot pour la présentation du projet. On peut penser que ça ne s'imposait pas!

Au PS, les choses sont plus claires, du moins au niveau breton. On s'oppose à la centrale, et même activement. Les élus sont aux manifestations, les municipalités votent contre la centrale et Louis le Pensec témoigne aux procès.

Mais cette activité locale contraste avec la position nationale. Rocard, dont l'image de marque consiste à apparaître comme un gestionnaire ennemi de la démagogie, s'est prononcé pour une centrale en Bretagne. Et il faut également avoir présenté à l'esprit la réunion que le PS a tenue sur le sujet il y a quelques mois et qui ne s'est pas

BÉCASSINE, JE T'AIME

illustrée par une opposition très résolue. On a même pu remarquer certaines divergences avec le texte de la «pétition nationale pour une autre politique de l'énergie»... En tous cas, cette réunion nationale a écarté les deux positions extrêmes présentées: l'une par le CERES qui était favorable aux surrégénérateurs, l'autre présentée par les militants des départements bretons.

Battus, ceux-ci maintiennent, sur place, leur position. Mais ce n'est pas celle du parti... Paul Quilès, le spécialiste du PS en matière d'énergie, regrette qu'on ne souligne pas assez le fait que Jean-Marie Kerloc'h est membre de son parti. On peut se demander, à l'inverse, si J.M. Kerloc'h a tellement intérêt, ces temps-ci, à mettre cette étiquette en avant!

Bref, quand Brice Lalonde remarque l'absence des partis politiques, on ne peut qu'admettre que, dans l'optique parisienne qui est la sienne, il a raison.

Sur place...

Car c'est sur place qu'il faut appréhender la réalité: et celle-ci réserve parfois des surprises. Exemple, il y a à Brest une entreprise nommée Dourmap. Dans cette entreprise, il s'est déroulé, il y a quelques mois un conflit qui a mal tourné pour les travailleurs: aucun avantage et des licenciements. Depuis c'était l'abattement... et pourtant, le dernier jour de l'enquête, on a débrayé à 12 h et on est parti pour Plogoff!

Comme dit Brice Lalonde, de son observatoire parisien, il n'y a plus que les écologistes à faire quelque chose!

Ne lui déplaise, il y a aussi deux partis qu'il a oubliés: le P.S.U. et l'UDB, présents sur place, et bien présents. A l'UDB, on s'est efforcé d'élargir la lutte, de mettre en évidence ses bases politiques, de démontrer que se battre contre la centrale de Plogoff, c'est se battre contre le capitalisme et contre une société d'oppression. On remarque aussi que la spécificité de la lutte de Plogoff correspond à la spécificité du problème breton.

Et maintenant...

La première phase est terminée, le plus difficile commence. Jusqu'ici, le gouvernement n'a jamais cédé devant les oppositions locales. Mais jamais, ces oppositions n'ont atteint ce qu'on a vu en Bretagne en février et en mars: il faudra bien en tenir compte! Donc, l'action gouvernementale risque d'être plus insidieuse. A Flamanville, les travaux ont commencé avant la décision du Conseil d'État. Qui dit qu'il n'en sera pas de même?

Après avoir gagné la guerre de tranchée de l'enquête-bidon, il va falloir gagner la guerre de la procédure. Ce ne sera pas facile. Les intérêts financiers mis en jeu sont tels que le pouvoir n'est pas prêt de renoncer. Mais, si nous pouvions écrire, en décembre, que Plogoff ça n'était pas encore fait, nous pourrions aujourd'hui aller un peu plus loin: Plogoff, ça a du plomb dans l'aile!...

Jean Guéguénat.

On m'a dit qu'une personne âgée de Plogoff — en coiffe si je me souviens bien — a été interrogée à la télé sur ses motivations contre les centrales nucléaires, et qu'elle n'a pu avancer le moindre argument. Certains auraient ressenti péniblement l'impression de voir la Bretagne représentée là par cette femme. Admettons que son ignorance dans ce domaine soit franche et massive. Cela ne me gêne pas du tout.

Blanc et noir

D'abord, je constate que la télé ne nous a pas présenté, dans les mêmes conditions l'argumentation d'un défenseur «de base» de la propagande officielle, ou même celle du plus futé des gardes mobiles en place! Rapporter un fait, pourquoi pas? Rester objectif, c'est une autre histoire.

Autocritique?

Ensuite, la télé qui exploite une telle ignorance prend les risques: s'il y avait eu, à la télé en particulier, un débat digne de ce nom, n'importe quel partisan mais aussi n'importe quel adversaire des centrales serait capable d'avancer ce qu'il en aurait retenu... ses raisons à lui... Pas forcément les meilleures, mais quelque chose. Si on trouve encore des gens qui restent «secs», la télé doit-elle pavoiser? Sûrement pas! Honte sur la télé, pas sur cette femme!

Avec tonton Adolf?

Sur un plan plus général, les meilleures causes sont-elles toujours et partout soutenues par les meilleurs motivations? Pas sûr! Dans le cas présent, la bagarre contre la centrale de Plogoff se justifie tout à fait, sans que pour autant, chaque manifestant antinucléaire doivent nécessairement pouvoir clouer le bec à tel ou tel minet de l'EDF recyclé dans le bon sens! Dans n'importe quel groupe humain et pour n'importe quelle action, le genre et le niveau des motivations change évidemment d'un individu à l'autre. Ou bien on l'accepte, ou bien il faut supprimer le suffrage universel immédiatement, et réserver les décisions à une «race des seigneurs»... Avec tonton Adolf? Ou avec les Américains qui sélectionnent les spermatozoïdes, à grosse tête!

Bécassine contre Descartes?

Enfin, ce petit bout d'émission est apparu comme une partie de la propagande sur le thème: les Bretons rétro bornés, voire alcooliques et tarés à l'occasion d'un côté, et de l'autre la centrale moderne, symbole du progrès et de la science, l'EDF et son commando de cerveaux représentant l'élite de la France éternelle. Bécassine et son lance-pierres contre Descartes et Honeywell-Bull!

Des marées noires dans nos têtes?

Arrêtons le massacre... On peut très bien retourner le bifsteak. Parce qu'après tout n'est-ce pas l'EDF (et sa haute concentration de citrouilles) qui a réalisé une des plus belles couillonades des dix dernières années: le «tout électrique», le «chauffage électrique intégré»? Pousser au maximum à la consommation d'énergie électrique dans cette période, quelle bécassinade!... N'est-ce pas encore l'EDF qui a donné le plus bel exemple de mensonge en présentant comme économique le chauffage électrique avec isolation complète de la maison par rapport aux autres formes de chauffage... Mais cette fois sans isolation? Au point qu'on peut se demander aujourd'hui si le nucléaire participe à une fuite en avant après l'erreur du tout électrique, ou bien, pire encore, peut-être représente un choix d'ensemble (tout électrique + tout nucléaire) imposé par la mafia EDF and Co...

Certes l'EDF a trouvé auprès de groupes capitalistes un soutien... énergétique dans ses choix, mais **qu'aujourd'hui au moins on ne tombe plus dans le piège de confondre vérité UDF et vérité tout court!... Le risque de marée noire existe aussi au plan des idées!**

Savoir et agir

J'irai plus loin. La pseudo-ignorance des «primitifs» de Plogoff, ça se discute! Car ils savent, eux, des choses fondamentales. Par exemple, qu'à travers «l'enquête publique», on les prenait pour des cons: la preuve a déjà été faite que Giscard ne tient aucun compte des résultats d'enquêtes précédentes. D'autres ont tardé à le comprendre.

Et ils ont en plus une autre qualité: quand on les traite de cette manière, ils ne l'acceptent pas. Cette leçon là en vaut largement d'autres et mérite d'être reprise à grande échelle. Pourquoi pas à l'intérieur de l'EDF?

Un choix

Certes, le problème de l'énergie mérite une sacrée réflexion mais au stade actuel du débat tronqué sur le nucléaire, s'il faut choisir entre les «surdoués» giscardophiles de l'EDF et l'anti-nucléaire moyen de Plogoff, le courant (de sympathie et de vérité) ne sera pas alternatif pour moi. Même s'il s'agit d'une vieille femme seulement capable de comprendre ou de sentir la nécessité de la solidarité avec sa tribu.

Joël Guégan

ENSEIGNEMENT PUBLIC: LA COLERE MONTE !



La « manif » des instits, le 19 mars, à Paris.

LA grogne chez les enseignants et les parents d'élèves? Bof! Comme tous les ans, à la rentrée une ou deux manifs, autant de grèves de 24 h et c'est terminé me direz-vous.

Rappelez-vous pourtant, l'année dernière (1), dans le Finistère la longue bagarre, illustrée entre autre par les classes «sauvages». Il s'agissait alors d'arracher quelques nouveaux postes à l'administration pour satisfaire les besoins (nombreux) les plus criants et aussi de se mobiliser déjà contre le futur redéploiement Beullac (supprimer à court et moyen terme 30.000 postes d'enseignants avec comme prétexte la baisse démographique).

200 enfants en moins: 60 classes qui disparaissent

Cette année, le redéploiement Beullac démarre à des niveaux variables selon les départements. Dans le Finistère, on a voulu frapper fort: le document préparatoire à la Commission technique paritaire chargée de déterminer les ouvertures et fermetures de postes prévoyait 133 fermetures et blocages (2) contre moins de 60 ouvertures... du jamais vu car tous les ans le solde ouverture-fermeture était positif. Pourquoi? — la baisse démographique ne justifie en rien (3) cette disparition de postes et si cela était, le pouvoir qui nous rebat les oreilles avec les qualités de la vie devrait profiter de cette baisse pour améliorer les conditions de travail des maîtres et des enfants. Un ordre

(1) cf. P.B. n° 185 et 190.

(2) Un blocage est un poste gelé qui est revu en C.T.P. à la rentrée, une décision est prise à ce moment-là selon les effectifs dans la grosse majorité des cas c'est une fermeture qui intervient.

(3) Beaucoup de blocages ou de fermetures ont lieu alors que les écoles conservent ou augmentent leurs effectifs.

(4) CTP: Comité technique paritaire.

du ministère? L'Inspecteur d'Académie n'aurait pas eu de consignes précises, mais dans un département réputé à juste titre très combattif, récupérer autant de postes c'est faire preuve de capacité pour un représentant de l'administration...

Le SNI-PEGC finistérien comme les autres sections bretonnes, durement touchées elles aussi par l'austérité a organisé la riposte. Le jour du C.T.P.M., les enseignants du primaire en grève se comptaient 1 sur 3 à la «manif» de Quimper. Dans les localités concernées par des fermetures (Pont de Buis, Rosporden, Concarneau, Brest, canton d'Huelgoat, entre autres) il suffit de lire la presse locale du mois de février et après pour se rendre compte de l'ampleur de la réaction.

Le jour du C.T.P. l'administration recule légèrement, mais ça n'est pas suffisant. Le S.N.I. est toujours mobilisé même si l'action n'est pas aussi voyante que l'année dernière, action qui a, de plus, parfois du mal à surnager dans une actualité bretonne très chargée.

Depuis le 11 février, 150 à 300 «instits» pique-niquent chaque mercredi à tour de rôle par secteurs à l'inspection académique accompagnant élus locaux, collègues, et parents d'élèves. Pour eux, ça n'est pas fini, d'autant plus qu'ils ne sont pas les seuls concernés par le redéploiement. Dans les lycées et collèges les menaces sont plus que sérieuses. La preuve, un PEGC sur deux était à Quimper le 14 février jour de la réunion du groupe de travail équivalent, non officiel, de la C.T.P. primaire.

A quand l'unité syndicale?

Le 20 mars les enseignants des lycées et collèges étaient en grève dans tout l'hexagone à l'appel de tous les syndicats même les plus «autonomes» comme le S.N.C. et le S.N.A.L.C. Tous les syndicats sauf... le S.N.I. Tiens, bizarre. Y aurait-il deux S.N.I., un se bagarrant et l'autre



moins. Les syndiqués bretons (entre autre), se posent la question de plus en plus et en majorité ne comprennent pas l'attitude d'une direction nationale recherchant toujours une négociation alors que le pouvoir réagit à coups de massue. Alors que tous les syndicats d'enseignants utilisent la grève lui répond par une journée d'action le mercredi 19 mars à Paris (à 10 mn de Rosporden sans doute) et envisage une grève nationale de 24 h peut-être au 3^e trimestre alors que les décisions de fermetures et ouvertures se tenaient en février ou mars selon les départements et que les enseignants seront nommés début mai. Pourtant, ça bouge et seulement dans les départements réputés durs comme le Finistère, le Morbihan ou les Côtes du Nord. 48 h de grève à Paris à l'appel du SNI, de nombreux départements en grève dans toute la France au mois de mars, un sentiment de ras le bol parmi les enseignants devant les attaques du pouvoir.

ECOLES RURALES :

LA MORT

Dans le document préparatoire du C.T.P. Finistérien, apparaissent des fermetures ou blocages équivalents à la fermeture immédiate ou proche de la l'école. Quand on sait que ces écoles se trouvent dans les Monts d'Arrée (la Feuillée, Huelgoat, Bolazec, Quénégen, Poullaouen), ou dans un Léon très concurrentiel (Plounevez-Lochrist, Plouzévédé), on sait aussi que cela veut dire: avant de rouvrir une école publique dans ces communes léonardes, on peut toujours aller brûler un cierge! Quant à la désertification du Centre-Bretagne...

Sur la défensive

Car les enseignants et pas seulement eux (vois la lutte des « pions » contre la réforme de leur statut) sont de la maternelle à la terminale sur la défensive: conditions de travail aggravées; surtout en maternelle ou comme en Finistère, département où la scolarisation de 2 à 4 ans est très forte, tout est remis en question avec le début d'application de nouveaux textes réduisant les moyens en maternelle. Volonté de dénigrer d'abord, puis de limiter les libertés syndicales et mépris total quant aux autres revendications comme les salaires. Car les instits l'attendent la fameuse revalorisation de leur carrière « négociée » dans les couloirs du ministère presque en catimini sans rapport de force par la direction nationale du S.N.I. Quand on sait que des bruits sérieux existent, non démentis par le SNI « national », quant à une revalorisation uniquement pour les « instits » ayant suivi la nouvelle formation en trois ans et les volontaires pour suivre une formation pendant les vacances: quel recul pour la formation continue pendant la période de travail, formation continue fortement demandée et indispensable pour les enseignants.

Que se passera-t-il au 3^e trimestre et après? Une chose est certaine, rarement depuis 1968, la grogne, malgré la diversité des problèmes n'aura été aussi générale et aussi forte chez les enseignants.

P. Noutary.

NON A LA RÉFORME DU « PIONICAT »

Personnage familier des lycées et collèges, le « pion » qui disposait du statut de surveillant-étudiant est désormais menacé de disparition. Alors que, pour beaucoup d'étudiants, cela représentait la seule possibilité de poursuivre des études supérieures, un projet ministériel prévoit la suppression des 40.000 pions de France et leur remplacement par des Adjoints d'Éducation, nouveaux pions à vie, professionnels de la surveillance et de la discipline. Ces Adjoints devront être bacheliers et non-étudiants.

Ces graves menaces ont entraîné dans l'Académie de Nantes une riposte dure et massive: 400 à 600 pions aux AG pour la Loire-Atlantique et la Vendée, nombreux jours de grève en février-mars suivis à 80%. Dès le début l'action du collectif MI-SE (Maître d'Int. Surv. d'Ext.) a été suivie et soutenue par l'intersyndicale SGEN-CFDT SNES SNETP-CGT.

Afin d'élargir et de lancer la mobilisation au niveau hexagonal, une coordination (Académie de Nantes, Rennes, Rouen, Amiens, Nancy...) s'est tenue à Angers les 8 et 9 mars. Il en est sorti un appel à la grève nationale du 17 au 22 mars.

Il s'agit désormais d'assurer sur l'ensemble des Académies et en liaison avec l'ensemble des personnels de l'Éducation Nationale la mobilisation la plus massive et la plus déterminée afin de faire échec au projet BEULLAC de réforme du pionicat.

Alain Raballand

LA HARMOYE :

L'agriculture des paysans ou celles des industriels ?

«C'est la question que nous nous posons en ce moment, paysans travailleurs des Côtes-du-Nord. En effet, dans la région de «la Harmoye» s'est implanté un complexe, l'AGRAF qui regroupe parmi les plus grandes sociétés et leocus actuels en aviculture, telle Tilly, Doux, Bernard, d'une par Soquet, Amice Fy nevez d'autre part. Ces industriels ayant pour objectif l'accroissement de leurs exportations de poulets de chair sont contraints de construire un nouveau convoit; jusque là rien à priori qui justifie notre interrogation.

Cependant, la construction du convoit va de pair avec celle de leurs propres poulaillers, et ceci au détriment des éleveurs de la région. En effet, la concentration des poulaillers réduit la main d'œuvre (1 personne pour 2 poulaillers) et de plus nous constatons que la production nous échappe: il est sur qu'un poulailler arrangerait bien les revenus d'une petite ferme. Or, les dirigeants de l'AGRAF, invoquant le peu d'intérêt des agriculteurs à produire de l'œuf à couvrir, refusent des poulettes à plusieurs éleveurs de la région!

Et pourtant, force nous est de constater que ce projet vit le jour avec le cautionnement de la FDSEA, de la SAFER et de M. Arthur Charles maire de la Harmoye. L'AGRAF ayant utilisé, par le mirage de créations d'emplois, les municipalités environnantes soucieuses de maintenir la vie dans leur commune, ce qui n'est au bout du compte qu'un leurre.

D'autant plus que cette société qui devait à l'origine s'implanter sur des terrains incultés, utilise de la bonne terre à St-Martine des Prés, et va même jusqu'à détruire une ferme viable à la Harmoye. Ces terres auraient pourtant intéressé des cultivateurs mais tout ceci s'est réalisé le plus discrètement possible et dans les plus brefs délais pour enrayer une éventuelle réactive.

Et nous, qu'allons-nous devenir dans ce contexte? On nous supprime la volaille aujourd'hui... et demain? Car cette affaire n'est qu'un exemple significatif. Le même phénomène peut se produire au niveau du pac...du mouton... puisqu'il entre dans l'objectif de la loi d'orientation agricole et du développement de l'agro-alimentaire. On pouvait rêver et imaginer que les subventions que l'état distribuent à ce type de société, pourraient aider de petites exploitations à créer un atelier hors sud par exemple, qui, pour bon nombre d'entre elles, les empêcherait de mourir. Mais la réalité s'appelle AGRAP, et pour continuer à vivre de notre travail, nous la combattons avec toute l'énergie et la détermination dont nous sommes capables.

Paysans Travailleurs des Côtes du Nord.

Détournements

Une mission internationale a donc été enquêter en Iran sur les crimes du shah. Selon le but qu'elle s'était fixé, elle a rencontré les victimes, visité les anciens locaux de la SAVAK, fait le décompte des morts et vu les cicatrices des enfants torturés. Mais elle n'a pu délivrer les otages américains. C'est donc un échec total...

Au Zimbabwe, les nationalistes de gauche, après des années de guérilla, de prison, de privations et de calomnies remportent largement les élections et accèdent au pouvoir. De plus, ils semblent en train de régler au mieux la question de la minorité blanche. C'est donc une victoire totale...

On mesure donc succès et défaites à la seule aune du sort des occidentaux en péril, et tout le reste est impondérable.

Nos informateurs ont décidément une belle candeur!

J.G.

Centre dur, ou le PC et la Décentralisation

Ce sont de bien fortes paroles qu'a prononcées, le 18 mars, le dirigeant communiste Paul Laurent devant l'Association des journalistes d'Ile-de-France, mais gageons qu'elles seront passées sous silence par ses camarades bretons. Paul Laurent s'est en effet fermement opposé à toute décentralisation: «plus un emploi industriel, tertiaire et administratif ne quittera Paris et sa région».

Bien sûr, ce nouveau retournement c'est pour notre plus grand bien, car, affirme Paul Laurent, la décentralisation est «néfaste aux intérêts des travailleurs de l'Ile-de-France et à l'économie du pays tout entier».

Pour Paul Laurent, le pouvoir a en effet, avec l'aide du grand patronat entrepris un processus de «déclin de la région parisienne», et ce, pour «casser un ensemble aux fortes traditions démocratiques comme l'Ile-de-France».

Outre qu'on ne s'était pas tellement rendu compte, vu de Bretagne, de l'influence de la décentralisation sur le dit déclin, qu'on attribuerait plutôt à la crise du capitalisme, le dernier argument de Paul Laurent à la crise du capitalisme. Le dernier argument de Paul Laurent nous frappe: un raisonnement analogue ne devrait-il pas conduire le PC à demander la reconstitution de cet «ensemble fortement démocratique» que formait la Loire Atlantique avec les autres départements bretons?

DOUARNENEZ

DES FEMMES EN LUTTE POUR LEUR EMPLOI



Le Peuple Breton / H. Corbel

Chez Chancerelle,
on pointe sous
la protection de
la Sainte-Famille

Le 29 février: la Saint Auguste.

Auguste Chancerelle, usine créée il y a 150 ans, la plus vieille de Douarnenez ferme ses portes. Résultat: 102 personnes vont grossir les rangs des 600 chômeurs à Douarnenez.

Dans l'après-midi, une déléguée du personnel entre dans l'atelier en criant: «Arrêtez, c'est fini!» Personne ne comprend, personne n'y croit. Stupeur, pleurs.

Certes, depuis quelque temps des indices laissaient penser que quelque chose ne tournait plus rond dans l'usine. En effet, les derniers jours, le gros du stock de poisson, non encore transformé, avait été expédié sur Buitoni à Pont-Croix, et sur une autre usine à Concarneau.

Comment en est-on arrivé là? Le prétexte c'est le patron âgé qui passe la main à son fils qui est supposé reprendre l'affaire. Une réunion familiale en somme...

La réalité: la fermeture, l'abandon de l'outil de travail, les licenciements. Brutalité de l'événement d'autant plus sensible que le Comité d'Entreprise n'a jamais été tenu au courant de la situation financière, dans cette usine familiale où la confiance était de rigueur depuis des générations et où l'on pointait sous la statue de Saint Joseph et de la Vierge Marie.

Sous la pression des sections

A PONT L'ABBÉ ; LE MINOR : ENCORE UN COUP DUR !...

Le Minor, ce sont les poupées vendues à travers le monde, c'est une entreprise de confection qui a su créer un style original. Le Minor, c'est Pont l'Abbé, Pays Bigouden. Le Minor, enfin et surtout ce sont 200 emplois menacés.

Après Saupiquet l'an dernier, Sogeico il y a trois mois à peine, le coups est rude pour le Pays Bigouden.

C'est de façon soudaine et inattendue comme dans la plupart de ces affaires, que le comité d'entreprise a été informé par la direction du dépôt de bilan. Chacun certes, savait que la situation de l'entreprise était tendue: 45 licenciements avaient été annoncés à l'automne dernier dont 28 ont été effectivement prononcés en janvier.

Les raisons qui ont provoqué le dépôt de bilan? Les commandes de poupées (activité employant 25 personnes) qui se raréfient, et l'activité confection qui éprouve bien des difficultés face à la concurrence étrangère.

Il est vrai que l'industrie textile européenne a fort à faire pour répondre au défi lancé par les jeunes industries du pays asiatiques tels que la Corée du Sud ou Taiwan où se développe à grande

vitesse un capitalisme sauvage copié sur le capitalisme japonais. Mais il est vrai aussi que de véritables esclavagistes utilisent en France plusieurs milliers (15 à 20.000 dit-on) de travailleurs turcs et yougoslaves pour produire des vêtements à des prix défiant toute concurrence (1), et pour cause: pas de charges sociales, pas de TVA, pas d'impôts directs. Qu'attendent les Pouvoirs Publics pour faire disparaître ce trafic honteux sur les plans humain et économique?

Les ouvrières de Le Minor utilisent leur seule arme: regroupées autour de leur syndicat CFDT, elles occupent les locaux. Et l'on assiste comme toujours dans ces cas là, aux va-et-vient du syndic, l'inévitable Maître Soret et des éventuels acheteurs. Il est très vraisemblable que des négociations s'étaient déjà engagées dans le couloir avant le dépôt de bilan. Mais les éventuels acheteurs avaient bien entendu intérêt à attendre le dépôt de bilan pour obtenir un meilleur prix. Et le personnel, et les activités induites par la présence de Le Minor à Pont l'Abbé?

Les partis de gauche ont assuré les ouvrières de leur solidarité. Cependant il faut reconnaître que le meeting du samedi

15 mars n'a pas connu un énorme succès. Cela signifie-t-il pour autant que le Pays Bigouden se résigne à la mort lente, se montre défaitiste? Non car ses habitants ont bien su démontrer par ailleurs leur soutien actif à ceux de Plogoff.

Les travailleuses savent qu'elles doivent compter essentiellement sur elles-mêmes et leur organisation syndicale et chercher à mobiliser la population. Que peuvent-elles attendre des «autorités»?

Nous ne pouvons pas ne pas dénoncer le «soutien» hypocrite accordé aux ouvrières par le Docteur Binard, maire de Pont l'Abbé et le député de Quimper qui a pris sur lui d'écrire au ministre de l'Industrie. Ceux-ci ont depuis longtemps accepté le choix fait par Paris pour l'avenir du Pays Bigouden: le tourisme.

Gageons qu'il sera plus facile au maire de Pont l'Abbé d'obtenir une subvention pour la maison du cheval d'orgueil qu'un plan de relance de l'économie de la capitale bigoudenne!

UDB - Section de Pont l'Abbé.

(1) cf. La remarquable émission de FR3 de février 1980: «les dessous de la confection».



Une délégation de l'UDB visite l'usine occupée...

syndicales, CFDT-CGT, les ouvrières (90 femmes-12 hommes) se sont mobilisés et ont décidé l'occupation immédiate de l'usine.

Dès le mercredi suivant une manifestation regroupait 3000 personnes dans les rues pour proclamer que «Douarnenez veut vivre». Depuis de nombreuses réunions ont eu lieu pour trouver une solution: la création d'une coopérative a été envisagée mais cette solution a été rejetée (bien qu'intéressant certains jeunes) par un personnel où beaucoup pensent que la solution serait le rachat de l'usine et des machines par un autre patron, même étranger s'il le fallait.

Ce que recherche aussi le personnel en grève c'est de populariser son action. Une opération «portes ouvertes» s'est déroulée le dimanche 9 mars et un millier de douarnenistes sont venus visiter l'usine et apporter ainsi leur solidarité.

L'idée de vendre les conserves en stock au public est repoussée à une date ultérieure par suite de divergences entre les syndicats, mais le 19 mars une importante réunion s'est tenue à la MJC où tous les délégués des conserveries du Sud Finistère ont mis au point des actions de grande ampleur.

Mais le vent officiel est au défaitisme: un avis de l'ANPE affiché au secrétariat de l'usine précise qu'il est inutile de lui rendre visite, puisqu'il tiendra une réunion d'information les jours prochains.

Comme il était dit dans l'article sur les conserveries dans le dernier peuple breton: «... Pour chaque fermeture d'usine c'est le même scénario. On ne sait rien... Ça devrait encore tourner: on vient juste de renouveler tel ou tel matériel, on vient juste d'acheter telle machine. Et puis un jour, la nouvelle tombe. L'usine ferme. C'est décidé. On n'y peut rien».

C'est ce qu'hélas a annoncé l'UDB depuis des années, qui soulignait la fragilité de ces conserveries vivant essentiellement d'un approvisionnement extérieur. Rappelons que l'usine Auguste Chancerelle transformait plus de 80% de poisson importé sur une production de 2700 à 3500 tonnes par an.

Pendant ce temps, les quelques sardiniers, rescapés du déclin, ne peuvent écouler leur production qu'ils vendent à quelques centimes le kilo pour faire de la farine.

Seule une politique volontariste de la pêche et de la transformation des ses produits, réalisée et financée sur le plan breton, peut sauver l'outil de travail et les emplois dans la conserverie. Mais cela suppose la mise en place d'un véritable pouvoir de décision au niveau de la Bretagne ainsi que la disparition du capitalisme, en d'autres termes cela s'appelle: «Une Bretagne autonome et socialiste pour vivre, travailler et décider au pays».

Section UDB Douarnenez.

LE CRÉDIT MUTUEL : UNE BANQUE COMME LES AUTRES ?

LE Crédit Mutuel est-il une Banque comme les autres, mais qui essaie de se donner une image de marque différente? Ou au contraire, un organisme bien particulier, marginal dans le monde fermé des banquiers, et qui cherche à faire sa place au soleil de la finance?

Essentiellement développé en Alsace et en Bretagne, le Crédit Mutuel joue la carte régionale, voire régionaliste, et si son expansion fait l'objet d'inquiétudes et de coups d'arrêts (modérés...) est-ce en raison de ce régionalisme dont Giscard ne veut plus, ou est-ce dû à un raidissement des banques classiques face à un concurrent qui n'est plus tout à fait négligeable?

Le Peuple Breton, dans son numéro de novembre, puis dans celui de février, avait cherché à poser ces questions. Si, aujourd'hui, nous y revenons, c'est que le survol avait été rapide et aussi parce que nous avons rencontré des syndicalistes de l'union régionale CFDT du Crédit, travaillant au Crédit Mutuel de Bretagne et dans d'autres Banques implantées en Bretagne.

Une banque comme les autres?

Quelle est, dans les faits, la réalité du mutualisme? En théorie, c'est une pratique démocratique qui tranche — ô combien! — avec les méthodes oligarchiques des banquiers calfeutrés dans le luxe capitonné des bureaux directoriaux. En pratique, on s'en rapproche bien souvent.

Certes, les Caisses Locales, celles qui fleurissent dans les quartiers et les villages, sont munies d'un conseil d'administration, élu par les assemblées générales des sociétaires. Mais ces «A.G.» regroupent peu de monde, en moyenne 12% en 1979, avec une plus forte participation en milieu rural, mais aussi des chiffres qui baissent jusqu'à 1% comme c'est le cas pour Brest-Centre, une grosse caisse qui compte 6.000 sociétaires; d'ailleurs, il n'est pas administrateur qui veut: alors que les «A.G.» se tiennent en avril et en mai, il faut être candidat avant le 31 janvier, et avoir pour cela l'accord du Conseil d'Administration en place!...

Les syndicalistes soulignent de plus les limites évidentes de leurs pouvoirs «Pratiquement aucun concernant le personnel, et surtout pas pour son recrutement: un faible contrôle du gérant, qui dépend de la direction, un droit de décision sur les dossiers de

LE CREDIT MUTUEL, UNE BANQUE COMME LES AUTRES ?

prêts présentés par le gérant». Reste que s'il existe des administrateurs de gauche, beaucoup y voient un accès au notabilisme, une manière de contrôler ce qui se passe dans la commune ou le quartier.

On peut même constater que des «besoins familiaux» accaparent parfois une bonne partie des disponibilités en prêts d'une caisse locale... En matière de banque, comme en politique, la centralisation s'accommode de pouvoirs symboliques concédés aux représentants locaux, qui ne peuvent même pas utiliser les excédents de trésorerie de leur caisse.

Les administrateurs, dont le caractère benévole est apprécié, font donc partie du décorum. Le pouvoir est ailleurs : ceux qui le détiennent sont la dizaine de personnes qui forment le Bureau de Conseil d'Administration de la fédération bretonne. La mutualité est pratiquement réduite à un argument commercial (la banque proche des gens de chez nous...) qui n'est pas si mauvais : la preuve, la B.N.P., banque nationalisée, s'essaye à une structure voisine.

«Au C.M.B., disent les syndicalistes, il n'y a pas de profits, il n'y a que des excédents, mais ils sont portés dans les capitaux propres. Une partie est reversée aux sociétaires, mais c'est l'alibi de la mutualité».

Au service de la région ?

Alors, le C.M.B. au service de la région ?

«Pas évident du tout», répond la CFDT : «Pour les prêts aux collectivités locales, le C.M.B. utilise même le taux maximum autorisé!». Et sa politique vis-à-vis de la Coopérative Agricole de Landerneau ne colle pas exactement avec l'image régionaliste du C.M.B. et de son président, Lichou, tout nouveau membre du CES et récent... Breton de l'année

Un banquier qui n'est pas près de sa clientèle la perd : quand la clientèle est bretonne, il vaut mieux avoir son siège au Relecq-Kerhuon, qu'à Paris. Le C.M.B. est donc près des investisseurs bretons. Dire qu'il est au service du développement industriel et commercial de la Bretagne est une affirmation qui demanderait pour le

moins à être nuancée. Ce qu'on constate, en tout cas, c'est que la restructuration du système bancaire attribue à chaque type d'organisme un créneau bien précis : celui de «partenaire régional» étant attribué au Crédit Mutuel, il est dans la logique néo-centraliste du giscardisme de limiter son expansion.

«D'ordinaire, 30% des dépôts, de l'épargne populaire, partent à l'extérieur de la région, dit-on à la CFDT, du Crédit, au C.M.B. le chiffre atteint 35%. Le C.M.B. a des ressources qu'il ne peut réemployer sur place.

Une réorganisation du système bancaire

Le système bancaire n'échappe pas à la restructuration et aux reclassements de l'économie. Bien plus, il en est un rouage essentiel. Dans les grandes manœuvres du redéploiement industriel, le pouvoir a besoin d'un outil docile. La restructuration du système bancaire, c'est le modelage de cet outil. C'est bien dans cette optique plus générale qu'il faut percevoir les «misères» qu'à subies à l'automne le Crédit Mutuel, de même qu'elle éclaire la venue à la tête de plusieurs grandes banques d'hommes-liges de Giscard.

En matière de restructuration bancaire, la référence, c'est le «rapport Mayoux», un nom qui risque, pour les salariés du Crédit de devenir l'équivalent de celui de Davignon pour les sidérurgistes ou de Sicco Mansholt pour les agriculteurs. Deux maîtres-mots dans ces projets : la spécialisation et le contrôle.

Ainsi, chaque type de clientèle, particuliers, PME, PMI, entreprises, agriculteurs, commerce, etc... se verra affecté à un type d'établissements parfois (rarement) par la contrainte, la plupart du temps par le biais de conditions plus favorables qui lui seront accordées. Il ne s'agit pas ici de projets vagues et futuristes : on est déjà passé aux actes ; ainsi la destruction de la CNME, la Caisse Nationale des Marchés de l'État, son couplage avec le Crédit Hotelier préfigurent ce futur «monstre» supplémentaire de plus que sera la banque des PME. Le rôle du Crédit mutuel sur cet échiquier, c'est avant tout la collecte de l'épargne populaire sur la région. C'est pour permettre le développement de certains types d'établissements, (et aussi, en cette république des copinages, sous le poids de certaines influences) que des privilèges sont accordés : ainsi le Crédit Agricole n'était pas jusqu'en 1979 assujéti à la taxe sur les salaires ; ainsi, le Crédit Mutuel, jusqu'à la loi de finances 1980, bénéficiait-il d'un certain nombre de privilèges dont la presse s'est largement fait l'écho. En contrepartie, il était tenu de consacrer un pourcentage de ses crédits à des financements d'intérêt général régional. C'est la crainte de voir cette dernière fonction s'atténuer qui a provoqué les réactions de soutien enregistrées à l'automne, réactions qui, déplorent les syndicalistes, ont bien souvent fait

l'impasse sur certaines réalités : celles du sort du personnel notamment...

«La spécialisation n'entraîne d'avantages que jusqu'au niveau de développement souhaité. Quand celui-ci est atteint, il n'y a aucune raison de les maintenir».

Quant au contrôle, il est la contrepartie de la spécialisation, et, là encore, il ne s'agit pas d'un vain mot : chaque client aura un banquier principal, qui lui sera attribué par la nature de son activité, et avec lequel il devra effectuer au moins la moitié de ses opérations. Quand on se souvient que Barre demandait aux banquiers de surveiller l'application de ses divers plans, en particulier en matière salariale en modulant le crédit selon l'acceptation loyale de sa politique, on conviendra que cette technique est un outil bien commode. Quand elle se double d'une politique stricte de limitation du crédit, du réexamen de la politique des «mauvais risques» qui a été effectué début 1980, on constate que l'outil est porté à sa perfection. On le savait : avec le tandem Giscard-Barre, ce ne sont pas des amateurs que les travailleurs ont en face d'eux ! On l'éprouve avec la reprise des fermetures d'entreprises : la chasse aux «canards boiteux» est ouverte...

Inébranlables sur l'essentiel, c'est-à-dire l'encadrement du crédit et le «rapport global d'exploitation», Giscard-Barre laissent l'accessoire (à leurs yeux) aller dans le fil du courant libéral. Cet «accessoire», le rapport Mayoux l'annonce assez spectaculaire : la dénationalisation des trois grandes banques, le Crédit Lyonnais, la B.N.P., et la Société Générale est amorcée par la création de filiales régionales. Et aussi la création d'ensembles régionaux sans réel pouvoir de décision.

Les restructurations internes, elles, sont déjà en cours dans les banques : elles vont toutes dans le sens d'une compression du personnel, de la banalisation de ses tâches, de sa mobilité. L'uniformisation des techniques d'une banque à l'autre est une arme anti-grèves efficace... On sait également, depuis les grandes grèves des années passées, que le recours à l'informatique a le double effet d'augmenter les profits et de diminuer le personnel.

Et l'épargne populaire ?

Les grandes banques commerciales ne négligent plus du tout l'internationalisation : elles en arrivent à réaliser 50% de leur profit à l'étranger. A l'inverse le système bancaire, par le biais des Bons du Trésor, participe au déficit de l'État. Quant à l'épargne populaire, elle constitue un gibier apprécié : c'est celle qu'on rétribue le moins, pratiquement la moitié moins que l'érosion monétaire, et c'est donc celle qui procure le plus de profit. C'est sa traque qui est responsable de l'ouverture des multiples succursales de quartier.

La CFDT pose donc le double problème de sa rémunération, et de son utilisation **«qui sert à financer un type de**

ENCORE UN PAUVRE !

«Le Monde» du 19 mars publie discrètement cette petite annonce :

Placement, Paris recherche imm. loué valeur 15.000.000 F environ. Téléphone : 563.83.33

On voit que la propagande visant à dire qu'il n'y a plus d'argent en France est manifestement mensongère...

développement qui ne va pas toujours, loin s'en faut, dans le sens des intérêts des travailleurs. Il faudrait que son utilisation soit socialement utile». Or on peut, sans exagérer, envisager le cas paradoxal d'un travailleur qui, inquiet pour son avenir, aurait réussi à épargner, et donc l'épargne, tout en dégageant du profit, servira à financer le regroupement industriel qui aboutira à son licenciement!

Et, rappellent les syndicalistes, l'épargne populaire, c'est le domaine du crédit mutuel...

Une politique sociale?

On y revient: mutualiste, le C.M.B., aurait-il des prévenances particulières pour son personnel? «On en est loin! Dans un document exposant les grandes lignes du C.M.B. pour 1980, on le classe en dernière position, après les administrateurs, les sociétaires, «le monde associatif». La réalité du C.M.B., c'est un droit syndical en retrait par rapport au reste de la banque».

De ses origines démocrates chrétiennes, l'état-major du C.M.B. a conservé le mouvement de recul habituel face aux syndicats de classe. «L'esprit d'équipe» tant vanté à l'automne sur les affiches géantes, débouche sur une dénonciation unilatérale de la convention collective. Au 25 mars, celle-ci n'existe plus. Ce n'est pas un problème économique qui a entraîné cette dénonciation, mais, un choix délibéré: celui de jouer le jeu du giscardisme. (En 1974, Belbeoc'h, prédécesseur de Lichou s'était prononcé pour «le bon choix»...) On remet en cause la sécurité de carrière pour jouer sur l'émulation, avec, comme corollaire, la mobilité...

Le nouveau directeur du personnel, Amelong, est un dur, ancien des grands magasins: il se vante d'y avoir licencié une vendeuse qui avait volé une boîte de sardines. Sa nomination n'est pas un hasard...

Que se soit en matière de salaires, de temps de travail, de formation, de droits du comité d'entreprise, on fait le minimum et encore...

Restent les effectifs: pour les syndicalistes, on risque d'assister avec deux ans de retard, au mouvement classique de reflux: en 79, il y a eu progression de 50 personnes, et il a fallu bagarrer dur pour transformer leur emploi temporaire en emploi définitif. En 1980, la progression sera de 70 à 80 personnes. Bref, on plafonne à 2600 (et non 26.000 comme nous l'avions écrit par erreur en décembre).

On voit donc que l'image d'un Crédit Mutuel rebelle et vaguement chouan qu'on avait pu ressentir à travers certains articles de l'automne n'est pas tellement fondée. Son évolution s'inclut parfaitement dans le schéma giscardien de réorganisation de l'industrie et de l'économie. Comme ce schéma n'a absolument pas pour but le développement régional, au contraire, il était logique qu'il mette un frein au développement du Crédit Mutuel. C'est donc uniquement de manière ponctuelle, tactique, et dans le but de mettre à mal le projet gouvernemental qu'un soutien progressiste et breton peut-être mis en œuvre.

Jean Guéguénat.

pb.service

Sous ce titre, nous ouvrons désormais une nouvelle rubrique de petites annonces gratuites. Nous voulons ainsi aider nos lecteurs à échanger, à trouver, à acheter ou à vendre différentes choses, ayant — de préférence — un rapport avec la Bretagne. Ces annonces sont entièrement gratuites, même pour les ventes, à condition que le prix demandé soit indiqué et inférieur à 500 F. Au-dessus, le tarif de publicité s'applique aux annonces. Pas de domiciliation au journal.

• Stages Vidéo:

du 7 avril au 12 avril 1980, stage vidéo à l'auberge de jeunesse de St-Guen, près de Mur de Bretagne. Autres stages du 10 au 15 mai et du 24 au 29 mai. Auberge de Jeunesse de St-Guen, 22530 Mur de Bretagne.

• Stages à Ti-Kendalch

Danse irlandaise du 4 au 9 avril
Harpe celtique du 5 au 9 avril
Sonneries de couples du 5 au 9 avril et du 21 au 25 avril
Vidéo du 14 au 18 avril
Bagad du 14 au 18 avril
Collectage de la musique traditionnelle du 8 au 13 avril
Dances du Penthievre du 8 au 12 avril

• Concerts

— A Guipavas, le 30 mars, fête à Kercoco, avec Melaine Favennec, des sketches par «Ar Vro Bagan» et concert avec «Intercommunal Free Dance Music Orchestra».

— Mab Sant le 19 avril, Marc Perrone le 15 avril, Claude Besson le 9 mai à la Kérouezée à Jugon les Lacs (22)

— Kerguiduff et Servat le 19 avril à la salle des fêtes de Palaiseau (91)

— Battelfield Band à Brest, à l'Auditorium le 18 avril

— Dangers, Detective, Gaby Blues Band, Mickyntin, Nuit Blanche, Tequila, Ticket à Nantes sous chapiteau le 25 avril.

• Kas Abarh

Concours de danses et concours de sonneurs à Branderion le 20 avril.

• Débat:

Plോഗoff et le plan Alter Breton, montage et débat à la Kérouezée, à Jugon les Lacs (22) le vendredi 18 avril.

• Théâtre

«La résistible ascension d'Arturo Ui», à la Parcheminerie, à Rennes du 17 au 25 avril.

• Documents

Le Cercle Breton de Nantes recherche des documents (photos, films, coupures de presse, affiches, programmes de festivités, objets divers), pour une exposition sur la présence bretonne à Nantes depuis 1900. Centre Nantais de Culture Celtique, 52, rue du Marchix, 44000 Nantes.

• Braderie

Les 3 et 4 mai, Grande Braderie au profit de Diwan Pays Bigouden. On récolte vieux objets: livres, disques, vaisselle, meubles... L. Le Roux, 58, rue du Château — 29115 Le Guilvinec ou L. Le Berre, 87, 10.39.

• Lutte Bretonne

Championnats de Bretagne Falsab
— 20 avril, minimes à Larmor-Plage
— 27 avril, poussins à Plouzané
— 1^{er} mai, seniors à Chateauneuf-du-Faou.

Petites Annonces

Nous signalons que ces annonces sont gratuites pour tous nos compatriotes à la recherche d'un travail. De même nos adhérents et sympathisants qui nous signaleront des offres d'emplois en Bretagne pourront bénéficier de la gratuité de l'insertion.

OFFRE D'EMPLOI

Recherche pour société en formation, 4 vendeurs représentants, 2 chauffeurs avec permis C. Téléphoner au (98) 70.42.19



UDB
Breton, ne laisse pas crever ton pays!

100 enveloppes imprimées :
25,50F (port compris)

Ecrire à : **Pierre MORVAN**
Ap. A21 - Le Champ de Foire
22500 PAIMPOL

LE CAS DE LA B.P.O.

Exemple régional de l'évolution du système bancaire, la B.P.O., dont le siège est à Rennes, a entrepris une opération visant à améliorer son compte d'exploitation. Et donc à augmenter ses profits.

Le Conseil d'Administration a décidé d'agir sur les coûts, afin de ralentir la progression des frais généraux. En réalité, les seuls frais à avoir été réduits ont été les frais de personnel. Ni les dépenses de prestige, ni les investissements, très lourds en matière immobilière et concernant l'informatique n'ont été comprimés.

L'effectif actuel de 1200 personnes devrait diminuer de 120 en deux ans, en principe en utilisant les départs naturels et les mutations

(forcées...). Puis il devrait y avoir une nouvelle compression de 80 postes dans la Troisième année. Nul ne peut garantir qu'il n'y aura pas de licenciements.

Les moyens employés sont, pour la première opération, la transformation de 30 bureaux permanents sur un total de 77 en bureaux périodiques. Dans la troisième année, il y aura passage à l'informatisation.

L'évolution des circuits bancaires, tous circuits confondus, est préoccupante pour le personnel. Les effectifs, qui stagnaient, régressent presque partout, et le mouvement risque de s'accélérer. On peut donc, sans abuser, se demander «A quand les premiers licenciements collectifs?»

Bretons, à vous de parler !

Voici donc parvenus les résultats de la campagne lancée par l'U.D.B. voilà six mois «BRETONS, A VOUS DE PARLER». Jacques Debos, du bureau politique de l'U.D.B. en fait l'analyse.

«Cette campagne avait pour but d'instaurer un dialogue fructif entre les militants de l'U.D.B. et les travailleurs bretons. Il ne s'agissait pour nous de «vendre» les idées de l'U.D.B. ou de dire du mal du petit camarade du parti à côté, comme il est bon ton de le faire depuis quelques mois, mais de connaître qu'elles étaient les préoccupations premières des travailleurs bretons.

«Il faut rappeler ici, qu'en aucun cas, cette campagne ne peut s'apparenter à un sondage. Les militants U.D.B. sont allés voir les gens chez eux le soir, au hasard sans choisir leur «cible» ! Nous ne sommes pas comme certains qui se payent des sondages à prix d'or pour se faire plaisir. Ce qui nous intéresse c'est de dialoguer avec le peuple breton afin de mieux le servir.

«Certes, cette campagne n'a pas toujours reçu l'écho espéré parmi les militants U.D.B. Sur 5000 questionnaires espérés, seuls un peu plus de 1500 ont été remplis. Il faut cependant dire que la qualité remplace souvent avantageusement la quantité. En effet, de très nombreuses personnes visitées répondent en détail aux questions posées et donnent souvent leur avis sur ce qu'il faudrait faire pour que les choses s'arrangent en Bretagne.

«A la première question: «Votre situation vous semble-t-elle: mauvaise, plutôt mauvaise, plutôt satisfaisante, satisfaisante», on arrive à peu plus de 800 réponses: «mauvaise, plutôt mauvaise» et environ 650 «plutôt satisfaisante — satisfaisante».

«Les deux chiffres s'équilibrent donc presque. On pourrait alors en déduire que la situation de nombreux Bretons n'est pas si mauvaise que cela. Or, les chiffres ne sont pas seuls, il y a aussi les commentaires. L'énorme majorité des «satisfaits expriment leur soulagement d'avoir un travail en ces temps de chômage. Ce ne sont donc pas des «nantis» qui parlent mais des travailleurs qui se trouvent tout heureux d'avoir un travail, donc un revenu, alors que de nombreuses personnes autour d'eux en sont privées. Ceux qui estiment leur situation, mauvaise ou plutôt mauvaise sont justement des gens au chômage ou percevant un salaire plutôt bas — Cette impression est très nette dans les réponses à la question: «Qu'est-ce qui vous semble satisfaisant?» Le fait d'avoir un travail domine très nettement toutes les autres questions. Cependant, il faut aussi noter le nombre important de gens (1/4) qui pensent que rien ne va, et qu'il faut tout changer dans la société. Un autre qui exprime sa satisfaction de vivre en Bretagne.

«Nombreux sont les Bretons, ex-émigrés

qui sont heureux de vivre et de travailler en Bretagne.

«A la question: «Qu'est-ce qui vous semble critiquable?» Les problèmes du chômage et de niveau de vie arrivent encore largement en tête (3/4 des réponses). Le chômage des jeunes en particulier préoccupe tout le monde. Les deux autres thèmes qui retiennent l'attention, sont les problèmes liés à l'environnement et l'hyper-centralisation dont souffre la Bretagne. On verra d'ailleurs plus loin, que ce fait est très fortement ressenti par les personnes visitées.

«A la question: «la situation de la Bretagne est-elle différente de celle des autres régions?» La réponse est très nette «Oui» (2/3 des réponses).

«Les raisons de cette différence sont diverses: le chômage plus important qu'ailleurs, la liquidation du tissu économique breton, la culture et la langue bretonne, le délaissement de la Bretagne par Paris, l'émigration des jeunes et cette impression vague que l'on veut faire de la Bretagne un réservoir d'énergie nucléaire — Impression qui suscite de nombreuses réactions violentes.

«Les changements à réaliser en Bretagne sont donc prioritairement ceux liés à l'emploi. Les personnes visitées demandent presque toutes que l'on développe l'infrastructure industrielle de la Bretagne.

«Cette demande est aussi accompagnée de la création d'un véritable pouvoir régional (1/4 des questionnaires) et du respect de l'environnement (1/5). Cette dernière préoccupation est très vive parmi les jeunes. Ils expriment leur volonté de travailler en Bretagne mais pas à n'importe quel prix.

«Cependant, l'avenir semble très noir pour la majorité des Bretons interrogés. Les deux tiers disent qu'ils ne doivent pas s'attendre à un avenir meilleur dans l'immédiat; quant à l'autre tiers, il ne s'attend pas vraiment à une amélioration mais il souhaite que cela va changer. De nombreux questionnaires répondent «oui» en ajoutant: «avec un autre gouvernement» — «en changeant de système» — «si on fait des profondes réformes» etc...

«Pour résumer cette enquête nous pouvons donc dire que la situation catastrophique de l'économie bretonne et de son pendant, l'emploi, est donc la préoccupation première des bretons — Les thèmes de la spécificité bretonne, de l'environnement et du pouvoir régional viennent en second.

«Ces quatre points peuvent donc, je pense, servir de base à de futures actions militantes afin de développer l'implantation de notre Parti dans le Peuple Breton.

Jacques Debos.

PECHEURS

défendons
nos mers
et nos ports



c'est notre droit.

UDB

PAYSANS

réclamons
des revenus
décents



c'est notre droit.

UDB

MON AFGHANISTAN

par F.KERFRAVAL

Qu'est-il devenu ce déroutant défi des années soixante que des jeunes se lançaient à eux-mêmes en désertant, pouce levé, les certitudes occidentales pour l'aventure orientale ?

Qu'est-il devenu ce pays, qui était alors un royaume où entre l'Oxus et l'Hindus, dans les pas d'Alexandre Le Grand, passaient et repassaient mes frères les routards en pèlerinage vers une mystique Asie ?

Qu'est-il devenu cet homme avec qui j'ai partagé plusieurs heures durant les derniers ahanements d'un gros-cul épuisé de tant et tant de kilomètres de cols, de steppes et de désert sur la piste des cavaliers, celle de Kessel, entre Mazar-i-Sharif et Maïmana ?

Il était Afghan, et le camion dont nous partagions la galerie avec quatre autres voyageurs enturbanés était déjà soviétique. Assis, ou plutôt accroupis, à même le toit de la cabine, nous devisions. Moitié anglais, moitié persan. A l'orientale. Marchandant des idées, échangeant des mots comme des présents. Il me parlait d'Allah et de Marx. Du Coran et du Capital. De religion et de Révolution.

Peu m'importe finalement aujourd'hui que mon compagnon d'un jour fut pro-soviétique ou pro-chinois. Qu'il soutint Amine, Tariki ou Kamal. Qu'il soit là-bas gouvernant ou insurgé.

Peu m'importe finalement aujourd'hui de savoir qui a commencé, du K.G.B. ou de la C.I.A. De juger s'il est mieux d'être civilisé par des soldats russes ou des caisses de Coca-Cola. De crier avec les loups ou de manger avec les ours.

Je laisse plaidoiries et réquisitoires aux politologues, kremlinologues ou autres démagogues. Moi, il me reste les souvenirs. Mon Afghanistan est, je le crains, bien mort. Les chemins de Khatmandou sont, je le crains, coupés.

J'ai connu ces pays d'outre-monde quand les odeurs des siècles passés flottaient sur les bazars d'Istanbul à Peshawar, quand la durée des civilisations se lisait dans le regard des nomades kurdes ou baloutches, quand on pouvait parler de Téhéran et de Kaboul sans faire se lever une armée de parti-pris.

J'ai connu ces années de soif quand se jetait sur des routes d'Orient une jeunesse avide de sensations inconnues et d'équilibres nouveaux, quand la prégnante anxiété du voyage faisait tomber tabous et

préjugés, quand l'inextinguible envie de posséder le monde s'assouvissait par la saturation et non par la résignation.

J'ai connu ces instants d'éternité où l'individu prend seul la mesure de l'universel, où la beauté du monde se reflète en une vision, où le plaisir d'être se vit intensément.

Quelle singulière appétence jaillie de cette eau tirée du sable asiatique qui s'en descendait féconder nos corps desséchés de soleil et de peine.

Quelle trouble jouissance exhalée des villes mortes quand le soleil levant étend les colonnes de Persépolis et fige dans l'ombre des temps anciens le voyageur fasciné.

Quelle étrange délivrance, née de longues attentes partagées au bord de chemins désolés, que celle qui

s'acquiert aux dépens des minutes et des heures martelant les vies occidentales.

Mon Afghanistan, c'était la plénitude de l'instant présent, l'opulence d'un temps immésuré et l'euphorie des plaisirs simples. Ma quête orientale, c'était la liberté assumée jusqu'aux frontières de l'inconnu et le rêve assouvi jusqu'au seuil de la réalité.

Il me reste aujourd'hui la nostalgie, qui fige ce qui fut et récuse ce qui devient.

Il me reste aussi le goût âcre des pays et des peuples authentiques.

Il me reste surtout l'envie de crier que partir, c'est renaître, et que revenir, c'est s'enraciner.

Il me reste l'envie de gueuler que Kérouac n'est pas mort.



Des pistes afghanes à la cité iranienne de Persépolis.



Le Peuple Breton

Le Peuple Breton

LE PROBLEME BRETON ...

Loire-Atlantique: Un appel départemental «pour l'union dans les luttes»

Des militants de gauche de divers partis du département de Loire-Atlantique ont décidé d'adhérer à une pétition «pour l'union des luttes», pétition qui en trois mois a atteint les 50.000 signatures.

Pour les responsables de cet appel, les chômage grandissant qui place la Loire-Atlantique au 2^e rang au niveau hexagonal, la détérioration du pouvoir d'achat et les atteintes multiples aux libertés syndicales et démocratiques rendait impérieuse l'union des forces populaires du département.



Quimper: 1300 agriculteurs dans les rues

Quimper a été le rendez-vous de 1300 agriculteurs de l'arrondissement venus protester contre la politique de Bruxelles: en ce qui concerne la viande bovine, après les incitations de 1970, le revenu des producteurs a été divisé par quatre et pour les pommes de terre, le nombre des planteurs bretons ne cesse de diminuer. Manifestation importante dans ce département où 50% des emplois dépendent de l'agriculture.



Guillouard: ça continue!

Les quatre militants syndicaux inculpés à la demande du patronat et du syndicat suite à la grève de chez Guillouard ont reçu un avis d'ordonnance du juge d'instruction les avisant qu'ils seraient traduits devant le tribunal correctionnel.



Hôpital de Nantes: 413 postes demandés, 23 acceptés!

Le conseil d'administration du CHR de Nantes avait réclamé 413 postes supplémentaires et voté un budget pour financer ces nouveaux effectifs. Le ministère de la Santé n'en a accepté que 23. Les organisations syndicales CGT, CFDT et FO se sont rassemblées dans le hall de l'hôpital pour manifester leur volonté de refuser la dégradation de leurs conditions de travail et des conditions d'hospitalisation pour les malades.

MOR-BIHAN

Pluvigner:

L'entreprise Le Couviour licencie.

Les Établissements Le Couviour, travaillant dans la fabrication de matériaux hospitaliers viennent d'être placés en règlement judiciaire. Créée en 1946, l'entreprise comptait récemment 300 employés et occupait la première place dans sa branche, fournissant 35% du marché hexagonal.

La Direction vient d'annoncer au comité d'entreprise et à l'ensemble du personnel sa décision de licencier 39 personnes, tout en promettant de vagues reclassements dans une autre entreprise de la région.

Pour la CGT, la Sté Le Couviour pourrait conserver son effectif en ramenant de 40 à 37 heures le temps de travail hebdomadaire mais la direction faisant fi de l'intérêt des travailleurs refuse cette alternative, forte des dernières directives du gouvernement Barre.

CÔTES-DU-NORD

St Brieuc:

Grève des cadences au Joint Français

L'entreprise briochine du «Joint Français» poursuit la grève des cadences contre la politique menée par la direction générale qui vise à réduire les avantages sociaux des travailleurs en s'attaquant aux salaires déjà en retard dans la région. Les atteintes aux libertés syndicales sont de plus en plus nombreuses et malgré un chiffre d'affaires favorable en 1979 la direction refuse toute négociation.

Les travailleurs du Joint-Français déjà si lourdement pénalisés pendant les dernières années ne veulent plus faire les frais de la politique réactionnaire de la direction générale et poursuivent la lutte auprès de l'intersyndicale CFDT-CGT.



L'usine du Joint Français de Saint-Brieuc

D.R.

DE NANTES A BREST



FINISTÈRE

Brest:

6^{ème} mois de grève à la Thomson-CSF

Depuis 6 mois les travailleurs de la Thomson-CSF à Brest poursuivent leur lutte pour la satisfaction de leurs revendications: 5^{ème} semaine de congés, les 35 heures et l'augmentation des salaires. Un conflit long, dur, éprouvant pour les nerfs et les portefeuilles, mais un conflit qui fait prendre conscience de l'intransigeance patronale, du soutien du gouvernement au patronat et surtout des réalités bretonnes.

La satisfaction des revendications dans le groupe Thomson-CSF permettrait la création de 4000 emplois, chiffre équivalent aux baisses d'effectifs prévues en Bretagne dans la Téléphonie. Type même de l'entreprise coloniale, l'entreprise brestoïse connaît la valse des directeurs, en moyenne 4 ans de présence et ceux-ci n'ont aucun pouvoir sur l'évolution du centre. Par contre, ils cumulent tous les pouvoirs répressifs, tenant le rôle de gouverneurs des anciennes colonies, n'hésitent pas à mettre à pied six délégués CFDT et à bloquer les promotions et les embauches parce que des représentants de la direction générale avaient été quelque peu bousculés par les grévistes.

Loin d'être ébranlés par ces mesures, les salariés brestoïses ont réagi dans l'unité syndicale la plus large CFDT, CGT et FO grâce à la clarté des objectifs. Seule l'usine de Brest a cette unité d'action, signe évident de la volonté des travailleurs bretons de vivre et travailler au pays.

LOIRE-ATLANTIQUE

La FDSEA, symbole du combat pour la sauvegarde des communes rurales.

La fédération des syndicats d'exploitants agricoles de Loire-Atlantique est à l'avant-garde de la contestation face aux états-majors de la FNSEA dominés par les céréaliers et betteraviers de la Beauce et du Nord de l'Hexagone qui grâce à d'importants moyens financiers et en s'appuyant sur d'anciens notables syndicaux créent une organisation concurrente l'UDSEA totalement alignée sur Paris.

Cette vaste tentative de remise au pas des FDSEA contestataires est contrée par le «comité de Redon» qui regroupe trois fédérations bretonnes: Finistère, Morbihan et Loire-Atlantique. Dans le même temps les jeunes agriculteurs s'organisent en «commissions jeunes» autonomes dans le cadre de la FDSEA de Loire-Atlantique; c'est à l'appel de ces commissions que plus de deux mille paysans du Pays Nantais se sont rassemblés devant la caisse régionale du crédit agricole, pour réclamer un plan de financement pour l'installation des jeunes agriculteurs.

Au cours de cette manifestation devait être dénoncée également la loi d'orientation qui prévoit l'élimination de la moitié des paysans de l'hexagone par le libéralisme giscardien du «renard dans le poulailler».

Pour la FDSEA de Loire-Atlantique, seule l'existence d'une paysannerie nombreuse jeune et combattive permettra de développer un véritable tissu économique et social dans les communes rurales.

ILLE-ET-VILAINE

Dans le département, plus de 1000 chômeurs sont sans ressources.

De nombreux chômeurs ne bénéficient d'aucune aide depuis la mise en place de la réforme des conditions d'indemnisation du chômage en fin d'année 1979. En Ille et Vilaine, la CFDT a recensé plus de mille personnes concernées et est aussitôt intervenue auprès du directeur départemental du travail afin de réunir rapidement une commission de recours.

D'autres chiffres expriment la gravité de la situation des demandeurs d'emploi dans le département d'Ille et Vilaine: en fin janvier 1980, 2000 des 21.500 demandes d'emploi non satisfaites dataient de plus de deux ans et parmi les 3000 demandeurs de plus de 50 ans, 31% attendaient un emploi depuis plus de deux ans.

«An Had»:

un journal édité par Diwan

Diwan vient de sortir un journal. Il s'appelle «An Had» et représente pour l'association un outil pour ses relations extérieures, il fait connaître à ses lecteurs le but et la vie de Diwan à travers les écoles et les comités de soutien. Le numéro est vendu 3 francs.



Tinteniac:

Parents d'élèves inquiets par le manque d'enseignants

Au collège de Tinteniac, pour la deuxième année consécutive, un poste d'enseignant risque d'être supprimé alors qu'aucune baisse d'effectif ne justifie cette décision. A la rentrée 1977-78, l'établissement comptait 304 élèves pour 20 professeurs et il comptera à la rentrée prochaine 303 élèves pour 17 professeurs. Conséquence: une hausse de l'effectif moyen par classe 22 élèves en 1977 contre 29 en 1980 pour certaines choses. Les parents d'élèves s'opposent à cette évolution qui devient la réalité des petits établissements ruraux.



Baie de Douarnenez: Les récifs artificiels: maisons à poissons ou écueils pour sous-marins?

Les autorités maritimes et les marins pêcheurs se sont réunis à Douarnenez à propos de l'immersion de récifs artificiels en baie de Douarnenez. Pour les pêcheurs ces récifs permettraient une augmentation sensible de la faune mais la marine marchande dispose dans la baie d'un terrain d'exercice choisi pour ses sous-marins et ses dragueurs de mines.

Affaire à suivre, un marin-pêcheur vaut-il un sous-marinier?

Avant son congrès COMMENT L'UDB ANALYSE LA CRISE ECONOMIQUE

C'est pendant le week-end de Pâques que l'union démocratique bretonne tiendra son congrès. En deux ans, depuis le Congrès de Brest, la situation politique générale a évolué, la crise mondiale s'aggrave et en France, les espoirs nés il y a trois ans, au moment des municipales se sont évanouis il y a deux ans et demi. Dans l'intervalle, entre son dernier congrès à Brest et celui de Pâques à Saint-Nazaire, l'UDB a développé son action dans un climat de désunion croissante au sein de la

gauche.

D'où un inter-congrès en demi-teinte, marqué par des succès remarquables par exemple les élections cantonales de 1979) et des difficultés dues à la fois à la morosité de la gauche et aux obstacles mis à l'expression des autonomistes (par exemple à l'occasion des européennes). Mais, sur le terrain des luttes, le travail n'a pas manqué en Bretagne: d'une centrale à l'autre, du Pellerin à Plogoff, d'une marée noire à

l'autre, de celle de l'Amoco Cadiz à celle du Tanio, les militants de l'UDB ont été présents, comme dans les luttes contre le démantèlement de notre industrie, dans les usines occupées, dans la défense des gares...

A la veille de chaque congrès, dans son rapport politique, le Bureau Politique sortant de l'UDB, fait le point de la situation générale. Ce sont des extraits de ce rapport que nous publions ici...

L'UDB et la situation politique Comment l'UDB voit la crise mondiale:

Schématiquement, la crise peut être définie comme une onde longue de dépression ou de stagnation (depuis le début des années 70), caractérisées par des périodes de récession de plus en plus longues, alternant avec des phrases de reprise de plus en plus courtes. Cette situation s'oppose à l'onde longue, à tendance expansive, qui allait des années 40 à 60, pendant laquelle au contraire les phases de récession furent courtes et les reprises plus longues.

Cette phase longue dépressive (qui n'est pas sans analogie avec celle des années 30) se définit par la conjonction et l'interaction des facteurs suivants:

- C'est une crise classique de surproduction, limitée par un développement du crédit sur une très grande échelle. Cette surproduction, qui a commencé bien avant la «crise de l'énergie» traduit bien la baisse à long terme du taux moyen de profit, qui lui-même détermine une suraccumulation de capital.

- Retournement de l'onde longue, à la fin des années 60 sous l'effet de la diminution des rentes technologiques celle-ci contribue à la baisse tendancielle du taux de profit.

- Redistribution de la plus-value mondiale à la suite des échecs du système colonialiste (dont le problème pétrolier n'est qu'une variante): aujourd'hui un antagonisme Nord-Sud tend à se surimposer à la concurrence idéologique Est-Ouest.

- Crise sociale aggravée dans les pays impérialistes: tentative d'imposer aux travailleurs le fardeau de la crise et de la redistribution mondiale de la plus-value.

- Crise des rapports sociaux bourgeois: perte de crédibilité du système capitaliste comme pouvant garantir l'amélioration constante du niveau de vie, le plein emploi et les libertés démocratiques (d'où la recherche de diversions comme l'utilisation par les milieux gouvernementaux du thème de la

défense de la nature et de l'environnement).

Pour sortir de la crise, le capitalisme n'a qu'un moyen: il faut relever le taux de profit, c'est-à-dire qu'il faut procéder à un redressement substantiel et même brutal de la plus-value. Mais ce processus nécessite une défaite politique et sociale du prolétariat des pays capitalistes, une néo-colonisation du tiers-monde, le recul du camp socialiste. D'où le renforcement actuel des tensions au niveau international et une atmosphère qui n'est pas sans rappeler la guerre froide.

Au minimum, chez lui, le système capitaliste doit récupérer le taux de profit le plus important possible par l'agression massive qu'il a entreprise contre le travail salarié et dont il convient d'énumérer les formes les plus évidentes qui correspondent aux terrains des luttes actuelles des travailleurs.

- Baisse réelle ou relative des salaires: l'inflation galopante reprend aux travailleurs ce qu'ils ont gagné (c'est une forme déguisée de la diminution du pouvoir d'achat);

- Chômage, mais aussi peur du chômage;

- Augmentation des cadences et de la productivité;

- Détérioration des conditions de travail et de la sécurité;

- Perte des acquis syndicaux;

- Réduction généralisée des protections instituées pendant la phase de prospérité (Sécurité sociale).

Les disparités régionales dans la crise

La dimension internationale que prend la crise est notamment la résultante de crises propres à chaque état capitaliste: la crise internationale a en retour un effet diversifié sur les économies des pays ou régions du monde capitaliste. (La tendance étant à l'accentuation des différences).

- Pour les régions périphériques de l'Europe, qui subissaient déjà un système de surexploitation et de domination, on assiste à l'atomisation d'un tissu

économique déjà faible, par le jeu des mécanismes de la concentration capitaliste et de la construction européenne.

Les peuples connaissent encore d'avantage le chômage et l'exode et se

Comment l'UDB analyse ses relations avec la gauche hexagonale

Le parti a insuffisamment affirmé sa spécificité à ses partenaires même s'il y a eu localement des manifestations de ce qu'on pourrait appeler une «alliance critique» notamment dans plusieurs municipalités.

Il n'a pas en particulier dénoncé avec la vigueur nécessaire les contradictions (voire les incohérences) existant entre instances «bretonnes» et hexagonales de ces formations — (déclarations de G. Marchais sur le nucléaire heurtant les communistes bretons: déclarations contradictoires de Rocard et le Pensec sur le même sujet; ambiguïtés de la gauche concernant l'appartenance bretonne de la Loire-Atlantique; refus de soutien à Diwan de la part des socialistes nantais; attitude localiste sur le plan économique chez les socialistes malouins ou briochins) —

Le Parti n'a pas dénoncé avec netteté la récupération électoraliste de nos thèmes, le fait que la réalité bretonne est prise comme prétexte et non en tant que telle — C'est par exemple le cavalier seul des communistes dans l'affaire des Comités de Défense ferroviaires; c'est la présence uniquement électoraliste de notables P.S. dans les conflits sociaux. Ce sont aussi les réunions des élus socialistes de «l'Ouest» en même temps que l'édition d'une brochure avec les témoignages des Le Pensec, Rocard, Taddei devant la cour de Sûreté de l'Etat. C'est enfin, les refus des uns et des autres d'un statut particulier pour la Bretagne.



Un conseiller municipal (de Lorient) qui y met du sien !

voient contester leur droit à disposer de leur propre sort.

● En France, nous assistons à une crise du capitalisme monopoliste d'état, marquée entre autres par le ralentissement de la croissance, le développement du chômage, la hausse des prix, la tendance à la dégradation des conditions de vie et de travail...

L'impérialisme français cédant du terrain dans les échanges internationaux (vis à vis notamment des USA et de la RFA) est conduit :

— à tenter d'une part de mener une politique visant à drainer toute les potentialités économiques et humaines vers un nombre restreint de groupes multinationaux à base française qui tentent de maintenir leur « créneau » international.

— d'autre part, il s'efforce de compenser la dégradation de ses échanges économiques avec d'autres puissances impérialistes en renforçant sa présence dans les pays en voie de développement grâce à une politique coloniale « musclée ».

● La crise a aussi ses répercussions en Bretagne. Dans quelle mesure sont-elles spécifiques ?

Le tissu économique breton était par nature faible et vulnérable : il subit donc la crise de plein fouet. Les greffes industrielles récentes ne tiennent pas (électroniques) et le timide développement des années 70 est pratiquement stoppé.

Dans la phase actuelle de la crise, l'armée des chômeurs remplace le réservoir de la main-d'œuvre bretonne : d'où le peu d'intérêt à venir l'exploiter sur place (ce point qui confirme le reflux industriel évoqué ci-dessus tend à masquer la différence qualitative, sinon quantitative, du chômage en Bretagne). Mais il ne faut pas négliger non plus la volonté de nombreux jeunes de prendre en mains leur destinée et de s'installer comme paysan, comme artisan... Pour un peuple réputé ne voir son avenir que par le fonctionnariat (police, armée, administration, enseignement) cette évolution est des plus prometteuses.

La situation économique actuelle en Bretagne a un rapport avec le retour au notabilisme : on assiste en effet à une nouvelle émergence des contradictions entre les possibilités économiques « régionales » (défendues par les notables locaux) et les impératifs politico-économiques du grand capital (défendus par le pouvoir giscardien) : la politique d'équipements, par exemple, ferroviaires, en est une illustration. Ces contradictions peuvent conduire au retour à un « C.E.L.I.B. new-look » (c'est-à-dire des tentatives de collaboration de classes, débouchant sur un régionalisme de droite...

L'UDB et l'évolution du rapport de forces

— Dans le Monde.

La persistance de la division en deux camps a prévalu, en dépit d'efforts pour masquer cette réalité. Le camp de l'impérialisme et celui que l'impérialisme attaque, formé lui-même de trois composantes objectivement alliées : les travailleurs des pays capitalistes, les peuples du Tiers-Monde, et les États Socialistes. D'avoir choisi son camp rend nécessaire la critique de la pratique de la liberté dans les pays socialistes, des divisions, de l'émergence d'intérêts d'États

et de tendances hégémoniques pouvant aller à l'encontre des intérêts du camp socialiste. D'abord, parce que cette critique — et cette autocritique — est le devoir de tout militant socialiste. Ensuite parce que cette critique ne peut être de même nature vis à vis des États capitalistes et des pays socialistes : dans un cas c'est un système qu'on combat, dans l'autre la déviation d'un système.

— En Europe

Le bilan actuel de la lutte n'est pas négatif puisque le capitalisme n'a réussi nulle part à augmenter le taux de la plus-value dans une proportion suffisante pour « digérer » la crise. Mais nulle part, non plus, le mouvement ouvrier n'a su profiter de la crise extrêmement grave du capitalisme pour remettre fondamentalement en cause ce régime (cf. les échecs de la révolution portugaise, du « compromis historique » en Italie et du Programme commun en France).

— Dans l'Hexagone

Après une longue période constructive pour l'union des forces populaires, qui laissait espérer un recul décisif de la bourgeoisie française, la division de la gauche s'est réinstallée. Ainsi, malgré la politique antidémocratique du pouvoir, l'absence de perspectives claires à court, ou à moyen terme entraîne une certaine démobilisation pour toutes les formes de militantisme, dans les partis, les syndicats et les associations.

Comment l'UDB a abordé les élections

Le Congrès de Brest ayant décidé de poursuivre notre politique de participation aux élections, le Parti a complètement appliqué cette directive, même à l'occasion de consultations partielles (par exemple, les municipales de Saint-Malo, de Persquen). La grande bataille dans ce domaine a été menée à l'occasion des élections cantonales de 1979 où en hissant la moyenne du Parti au-dessus de 5,6 % des suffrages, en dépassant à 3 reprises les 10 % en prenant rang parmi les formations de gauche et non plus obligatoirement en dernière position, notre parti a remporté une grande victoire, dont l'effet dynamique a cependant été occulté par la consultation électorale européenne.

Favorable au principe d'une participation à ces élections, notre Parti a cependant dû y renoncer et cela constitue indiscutablement un échec. En revanche, en application du mandat du Congrès, après avoir mené les contacts exploratoires nécessaires, nous avons eu la satisfaction de réunir notre première convention nationale sur ce sujet. Positif, le bilan de cette convention ne l'est pas totalement, car — ça et là — les leçons de ce rassemblement n'ont pas assez bien été comprises dans le Parti. Il en résulte une gêne du Bureau politique au moment de fixer les consignes de vote du Parti qui ne pouvaient de toute façon, gommer cette réalité : nous essayions un échec en n'étant pas en mesure d'exprimer notre propre candidature U.D.B.

Ceci VOUS concerne !

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : Prénom :

Adresse :

déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

A le 19

Adressez ce bulletin (découpe ou recopie) à : U.D.B. - B.P. 304, 29273 BREST CEDEX

ZIMBABWE-EUSKADI :

Les deux victoires

A un moment où le camp anti-impérialiste piétine et s'enlise dans ses propres contradictions, il est nécessaire de situer à leur juste valeur les événements qui traduisent une victoire indiscutable pour des peuples bien encore opprimés.

En 1980, le symbole de cette lutte de libération nationale est sans conteste, la victoire du Front Patriotique du Zimbabwe hier encore affublé du nom grotesque de Rhodésie que l'Angleterre colonialiste lui octroya généreusement au siècle dernier. Symbole lointain mais vivant pour l'UDB qui eut l'honneur en 1978 d'accueillir à son congrès de Brest, Arthur Chazingwa, délégué du Front Patriotique (aujourd'hui au pouvoir) et qui eut ainsi l'occasion d'évoquer longuement les conditions atroces d'un combat où le racisme et les

rhodésiens qui eux se souviennent des tueries qu'ils perpétuaient eux-mêmes il y a peu de temps encore dans les camps des réfugiés du Mozambique. Sans doute s'agit-il d'un équilibre fragile, car derrière le Zimbabwe se profile l'Afrique du Sud enfant chérie des marchands d'armes. Et si demain les provocations parviennent à déstabiliser à nouveau cette partie de l'Afrique, quels qu'en soient les éléments apparents relatés par les médias occidentales, gardons-nous de juger les événements sans les relier à ce contexte particulièrement dramatique de l'Apartheid et du dernier bastion blanc du continent africain.

Plus près de nous l'exemple de l'Euskadi montre que dans des circonstances totalement différentes, un affrontement démocratique peut également signifier un appui conscient toujours plus affirmé aux forces de résistance regroupées au sein de la coalition de gauche Herri Batasuna, dont on sait qu'elle affiche un soutien ouvert à l'Etat-Militaire (entre le scrutin du 1/3/79 et celui du 9/3/80, son pourcentage passe de 14,63% à 16,32%). Outre cette confirmation d'importance, les élections basques du 9 mars dernier conduisent également à certaines constatations immédiates :

- la gauche aberzate (nationaliste) totalise 26% des voix,
- 63,66% des suffrages exprimés dont deux organisations nationalistes basques (10% de plus qu'aux législations de 79),
- ce progrès a pour conséquence un recul, par endroits spectaculaires, des partis espagnolistes (PSOE, UCD, PC réduit à l'état quasi groupusculaire) dont aucun n'atteint le score d'Herri Batasuna.

Certes, des contradictions existent entre le PNB (25 élus sur 60) et Herri Batasuna (socialiste) qui expriment chacun des visions opposées de l'avenir d'Euskadi. Mais l'essentiel est pour l'instant de constater la gifle

Le port de Bilbao

magistrale infligée aux prétentions de Madrid. Après l'humiliation subie en Andalousie, et la confirmation des aspirations nationales en Catalogne, l'Espagne illustre bien l'un des fronts où il est possible d'atteindre l'impérialisme : au cœur même de son propre système.

H. Grall.



Arthur Chazingwa, délégué du ZAPU au Congrès de l'U.D.B., à Brest en 1978

massacres qu'il engendre, furent les seuls arguments d'une petite minorité blanche, prétendant conserver les masses noires en esclavage. Cette victoire est également exemplaire parce que les révolutionnaires du Front Patriotique ont su garder leur sang froid et éviter les bains de sang que redoutaient tant les colons



Le Peuple Breton

FESTOÙ-NOS

Le P.B. publie désormais chaque mois gratuitement l'annonce des festoù-nos de Bretagne et de l'émigration. Si vous avez connaissance d'un fest-nos, si vous en organisez un, si vous y chantez, vous pouvez nous prévenir par simple lettre jusqu'au 20 de chaque mois. Parution assurée si vous précisez l'organisateur.

● Le 6 avril

à Châteauneuf-du-Faou (29)
fest-deiz avec les Frères Morvan, Debrerezed Skouarn, Guern-Hourmant, les Bastard, les Frères Quéré, puis fest-nos avec Le Meur-Toutous, Thomas — Philippe Miniou — Vallegant, Kerdoncuff-Le Strat, Madec-Irvoas, Diraison-Métairie; organisés par Despunerien-Bro-Dardoup.

● Le 19 avril

à Kerlouan (29)
salle « Ar Mor glas », fest-nos avec Viltansou, Tan ha Kurun, les Frères Léal, Serge Givaga, etc... organisé par le foyer des Jeunes et de la famille de Kerlouan.

à Ste Luce (44)

fest-nos avec Diaoulad ar Menez, le Roux Dilasser, Guinamant Dilasser, etc... organisé par le groupe celtique de Ste Luce.

à Hanvec (29)

fest-nos avec Avel Mor, Kanerien Brasparz et les sonneurs de la région; organisé par le comité Diwan de Daoulas.

● Le 30 mars

à Guipavas (29)
fest-nos salle Kercoco, avec Diaoulad ar Menez les frères Léal et les chanteurs de la région; organisé par « Ti Lann Vihan ».

● Le 10 mai

à Athis-Mons (91)
fest-nos, salle des fêtes, avec Kevrenn Boulvriag, les chanteurs de St Denis, les sonneurs de la région parisienne; organisé par UDB Paris.



60, rue Ange de Guernisac

Andrée Postic a aujourd'hui 50 ans. Elle est ouvrière à la manufacture de tabacs de Morlaix depuis plus de 25 ans.

A Morlaix, la «manu» c'est une institution. N'y entre pas qui veut. La mère de «Dédée», sa grand-mère et tous ses ancêtres depuis... Louis XV y ont travaillé.

A travers ses «mémoires» c'est en fait l'expression du vécu collectif de tout un peuple qui s'exprime. Cette famille n'est que le reflet de milliers de familles bretonnes qui toutes, peu ou prou, ont vécu les mêmes vicissitudes, les mêmes joies. Nous ne pouvons naturellement que donner ici des extraits de cette œuvre; mais sans doute, ces extraits rappelleront-ils certains souvenirs à beaucoup de lecteurs. Ce récit n'est pas une glorification un peu passéiste de ce qui n'est plus; il s'agit simplement de témoigner, pas plus.

Nous commençons par l'histoire d'Annan-la grand-mère d'Andrée. Nous suivrons cette famille dans l'entre-deux-guerres. La 2^{ème} guerre mondiale et l'après-guerre.

Annan était née dans un petit village à la limite des Côtes du Nord et du Finistère, à Pont-Menou, très exactement le 13 mai 1880. A dix-huit ans, elle était belle fille. Très grande brune, elle portait bien la toilette et le châle. Elle aimait rire et danser et n'était pas la dernière à faire voler les franges de son châle les soirs de pardon, quand bombarde et biniou sonnaient la gavote et le piler-lan.

Un jour, au pardon de Ploujean, elle était entrée dans un café du bourg avec une bande jeunes gens. Jean le frère aîné qui revenait du service militaire, avait épaté tout le monde en commandant: un pernod!

Bolée de cidre et limonade pour les filles étaient leur ordinaire. «La même chose!» avait dit Annan. Et elle avait goûté ça; c'était extraordinairement bon! Et quand on avait versé un second, elle avait accepté. mais quand elle s'était levée, tout tournait autour d'elle, elle n'avait plus de jambes. Elle était ivre, ivre et malade. Elle était rentrée péniblement à la ferme et n'avait pu danser ce soir-là. Depuis, elle n'a plus jamais touché un verre d'alcool. Elle n'avait jamais été à l'école; elle ne savait ni lire ni écrire, mais cela ne lui manquait pas du tout. Elle savait lire l'heure et elle savait compter le peu d'argent qu'elle avait, cela lui suffisait bien. Elle parlait un peu le français. Plus tard, elle le parla mieux, quand elle vint habiter en ville. Mais elle resta éternellement brouillée avec la conjugaison, le masculin et le féminin lui donnèrent du fil à retordre jusqu'au jour où elle décida, une fois pour toutes, que toutes les choses étaient du genre masculin et toutes les personnes du genre féminin. Ce qui compliquait quelque peu les conversations.

Elle piqua aussi à droite et à gauche des expressions qu'elle remania à sa façon et dont elle émailla par la suite les conversations. Ainsi, quand quelque chose ne la préoccupait pas, c'était «le moindre de mes sourcils». Quand elle eut un peu d'argent, elle l'envoya à la «caisse dépanne». Quoi de plus logique? C'était

bien en cas de panne qu'elle mettait de côté. Cérémonieuse, parfois elle disait aussi «excusez-moi de vous être dérangée».

Quand elle fut malade elle eut le moral «ras du plancher». Il ne pouvait pas être plus bas, et un jour qu'elle s'abîmait dans ses souvenirs, elle nous dit soudain:

«Je me demande combien j'aurais eu de gosses si on avait laissé mon mâle avec moi».

Il était permis de se le demander en effet.

Elle avait épousé Sylvestre, le 31 mai 1904. Il avait été vite en besogne, il est vrai que dans les campagnes on n'avait pas beaucoup de distractions en ce temps-là, et sous les couettes de plumes ça y allait à la manœuvre.

Ne croyez surtout pas que Sylvestre était un grand sauvage; c'était au contraire un homme très doux mais aussi très pieux et quand il besognait sur elle dans le fond du lit clos, près de l'âtre, c'était pour la bonne cause, et comme elle était d'une nature très prolifique, ils procréèrent tant et si bien que pendant ses six années de vie conjugale elle aurait pu mettre sur son ventre une petite affiche «complet» en permanence, car entre les couches et les fausses couches il y avait toujours eu quelqu'un d'installé en elle. Le rythme des naissances était si bien orchestré que s'en était affolant...

Le 26 avril 1905, elle avait accouché d'une fille, Françoise. En 1906, elle avait fait des fausses couches, le 26 mars 1907, elle avait eu un petit garçon, Jean-Olivier: le 18 mars 1908, elle eut son troisième enfant, le petit Jean; le 26 mars 1909, c'était au tour de Thomas de venir au monde, et en 1910, tout de même, on avait attendu le mois de mai pour avoir le petit Guillaume.

Quand elle pensait à sa mère, elle revoyait le jour d'avril où elles revenaient toutes les deux du château de Keranrou. L'orage avait éclaté alors qu'elles arrivaient à la maison de paille, un orage comme elles n'en avaient jamais vu, un fracas étourdissant, un

éblouissement d'éclairs, et cette boule de feu qui était descendue du ciel, qui était tombée juste sur sa mère à deux pas d'elle. La pauvre femme avait été très brûlée sur tout le corps et était décédée deux jours plus tard dans d'atroces souffrances. Le temps avait passé; c'est vers 1914 qu'on avait entendu parler de guerre. On ne savait pas trop de quoi il en retournait dans le fond des campagnes, mais les gens qui savaient lire prenaient des airs de catastrophe chaque fois qu'ils déplaient le journal. Puis un jour, ce fut la mobilisation générale.

Et tous les hommes étaient partis, ses frères les premiers, puis les maris de ses sœurs. Annan pensait que Sylvestre resterait à la maison à cause de sa mauvaise vue. Mais il était parti à son tour, versé dans un service auxiliaire à Brest.

Il n'avait pas été au front, mais tout de même, la famille avait été privée de sa paye et Annan s'était retrouvée avec quatre enfants dont l'aîné avait neuf ans. Elle avait fait des journées de laveuse. Puis elle avait trouvé à s'employer comme cantinière à la caserne de Morlaix où le 71^{ème}, régiment d'infanterie était en garnison. C'était une bonne place, elle ramenait tous les soirs, avec elle, le souper des enfants.

Puis un jour, Sylvestre était venu en permission, il était malade. Très malade même. Depuis huit jours, il était à l'hôpital militaire de Brest et n'avait obtenu un billet de sortie que grâce à la complaisance d'un officier ploujeannais qu'il connaissait bien. En rentrant de son travail un soir, Annan l'avait trouvé plus mal et le docteur appelé d'urgence avait décidé de l'envoyer immédiatement à l'hôpital de Morlaix. Bien vite un voisin avait attelé le char à banc et Sylvestre était parti pour l'hôpital dans les vêtements qu'il portait ce jour-là; personne dans l'affolement n'avait songé à l'habiller en soldat. Quelques jours plus tard, il était mort. Le 26 mai 1915, exactement. Jamais personne ne prit la peine de dire à Annan de quel mal était mort son homme.

Alan Stivell

UNE SYMPHONIE DU BOUT DU MONDE

A quinze ans, Alan entend la « Cantate du Bout du Monde » de Jef Le Penven; dès lors, il aura envie de composer une symphonie — la sienne — Vingt ans ont permis de la façonner.

Si j'ai souhaité rencontrer Alan, c'est pour que cette interview soit un complément de la critique « à chaud » que m'avaient inspirée les premières écoutes de « TIR NA NOG ».

des problèmes d'argent. Pour un double album en France le temps d'enregistrement a été long; pour l'étranger c'est peu, car pour un 30 cm ils prennent facilement 6 mois, ils peuvent alors arriver à la perfection. Dans mon cas, c'est un peu boiteux, je voulais essayer d'atteindre ce niveau international de perfection d'enregistrement en n'en ayant tout de même pas les moyens. C'est difficile alors de concurrencer les productions anglo-saxonnes.

Y.F.L.: Avec ta symphonie celtique se concrétise un rêve vieux de vingt ans, envisages-tu de lui donner l'ampleur symphonique autrement que par disque?

A.S.: Bien sûr je l'envisage, on attend un petit peu de voir les réactions pour avoir des producteurs pour pouvoir la jouer sur scène. Il y aura plus de musiciens quelquefois et moins d'autres fois. Mais ce que j'aimerais c'est en avoir plus. Il y a soixante quinze musiciens sur le disque mais si on compte les re-recording, cela fait une centaine de participants. Suivant la ville, je prendrai des musiciens du coin. En Bretagne, ce sera des musiciens bretons.

Y.F.L.: Cela va coûter très cher?

A.S.: Oui, cela va poser des problèmes et il y a peu de chances d'obtenir une subvention des affaires culturelles. Par contre, dans d'autres pays j'ai des chances de pouvoir le faire. En Irlande et en Allemagne les affaires culturelles devraient participer...

Y.F.L.: Et auprès des minorités concernées par ta symphonie?

A.S.: Je rêve de ça! Tant qu'il n'y a rien de concret on ne peut rien dire. Je suis quand même assez optimiste. Et ça peut faire plaisir aux Indiens d'Amérique du Nord de savoir qu'un Européen chante dans leur langue.

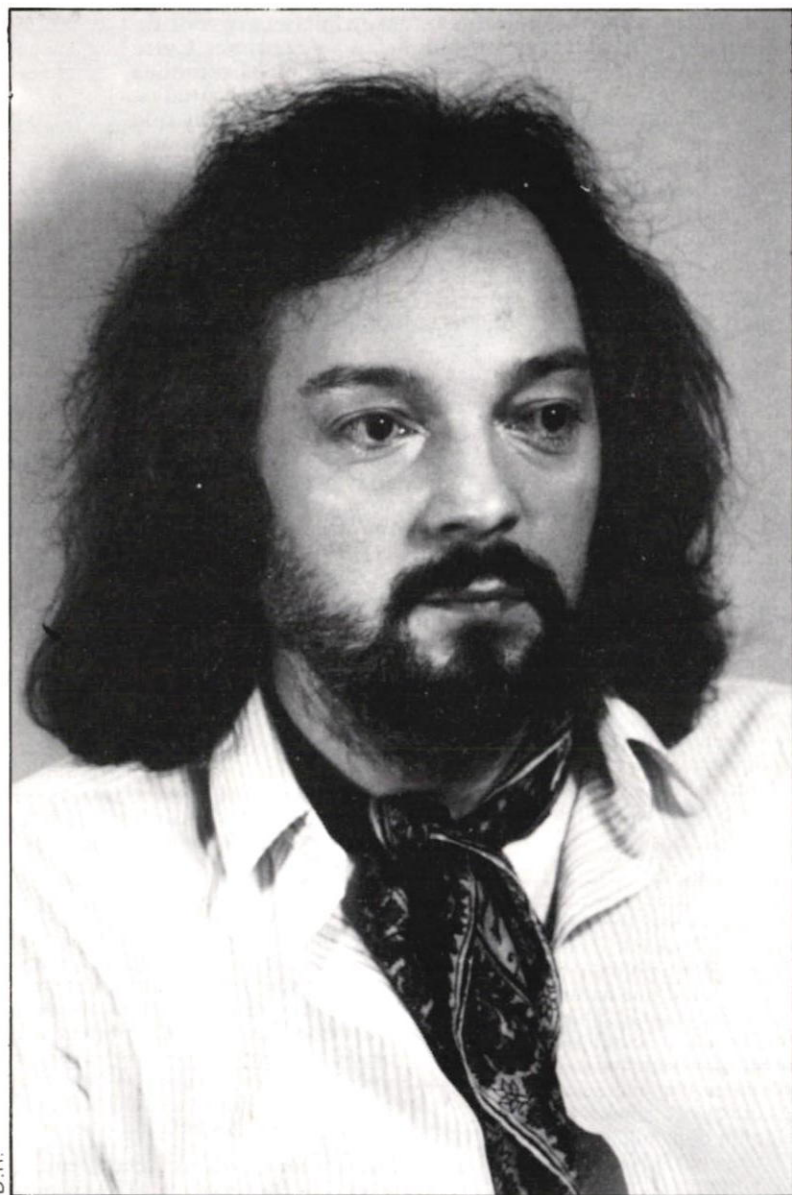
Y.F.L.: Si tu avais enregistré ta symphonie dans deux ans, tu aurais pu utiliser le vidéo-disque?

A.S.: J'y compte, bien qu'il n'y ait rien de sûr. Le vidéo-disque va créer une nouvelle forme d'art et je voudrais le faire à partir d'un concert « live » avec en plus des montages d'images.

Y.F.L.: Les textes algonquins, berbères, sanskrit, quetchua, tu les possèdes depuis longtemps?

A.S.: Ce sont des textes à moi que j'ai fait traduire. Toute la préparation technique de la symphonie dont j'avais la charge, a fait que j'étais en retard pour mes textes. Je voulais certains textes traduits dans une langue et d'autres dans une autre, sans savoir ce que ça allait donner et en fait ça colle parfaitement.

Par exemple, le texte en quetchua est plus agressif rythmiquement et correspond bien au morceau. Certains mots berbères



D.R.

Yann-Fanch Langoët: « En présentant ta symphonie, dès les premières lignes tu te justifies... »

Alan Stivell: « Ce n'est pas une justification, c'est une explication. « Symphonie celtique... mais il se prend pour Beethoven ». On a tout de suite cette première idée. Pas mal de gens pouvaient imaginer que la musique allait être pompeuse. J'ai évité autant que je l'ai pu que ce soit grandiloquent. Des gens ont dû s'étonner qu'il n'y ait pas un orchestre symphonique du début à la fin. Ce n'est pas parce qu'on a à sa disposition un bagad

qu'il faut qu'un concert se déroule avec, du début à la fin.

Y.F.L.: Combien as-tu passé de temps à l'enregistrement?

A.S.: Deux mois et demi avec le mixage. Finalement, nous n'avons pas enregistré en Angleterre. A un moment donné on voulait tellement que ça sorte pour Noël, que l'on n'arrêtait plus: c'était carrément de l'esclavage! Il y avait des moments où je sonnais de la cornemuse et j'en pouvais plus. C'était horrible comme situation d'être à la fois artiste et producteur. Sur le moment, j'étais un peu déprimé car on avait



D.R.



D.R.

sonnent assez bretons. C'est une coïncidence que ne peuvent pas comprendre les scientifiques rationalistes!

Y.F.L.: Est-ce qu'avec cette symphonie tu ne «casses» pas le rythme d'agressivité permanente qui nous entoure?

A.S.: l'agressivité, elle est sur la deuxième moitié de la première face. La première idée de cette symphonie c'était d'exprimer le Paradis, après j'ai voulu faire l'arrivée sur l'île, la destruction (donc il y a quand même l'élément destructeur) mais on passe assez rapidement dessus car l'agressivité est presque entre parenthèses. Dans *Raok Dilestra*, les gens pouvaient croire l'agressivité qui régnait dirigée contre eux tellement elle était violente. Il faut donc s'en décharger avant de goûter au bonheur. Il était nécessaire que ce soit exprimé mais ici ce n'était pas le but, c'est plus un disque d'espoir. Cette recherche (paradis), c'est peut-être se sauver, comme

on se sauve par la religion. Ce qui me paraît important c'est de sortir de la contradiction **Spiritualisme/Politique**. La recherche de la société idéale n'est pas contradictoire avec la recherche de Dieu et de l'infini. C'est peut-être pour cela que certains marxistes ont un côté tellement religieux...

Y.F.L.: Depuis longtemps, tu n'avais plus communiqué un esprit de fête aussi spontané, as-tu l'impression ici de l'avoir retrouvé?

A.S.: Il faut arriver soi-même à retrouver de l'espoir. Pendant toute une période j'ai été assez déprimé et ça se ressentait forcément sur les disques. Là je ne me suis pas forcé, je me suis laissé emporter.

Y.F.L.: Tu t'es fais pas mal oublier en Bretagne! Envisages-tu les retrouvailles?

A.S.: Il y aura quelques concerts au printemps et en été, mais en forme de tournée ce n'est pas évident et pour pas mal

de raison différentes. Au début, du fait que les Bretons retrouvaient leur musique, on a eu tort de penser qu'on pouvait «exploiter» la population et faire des centaines de concerts. Ce n'est pas possible, on ne peut pas répondre présent sans arrêt. Donc ça m'est difficile de passer en Bretagne, peut-être aussi parce qu'il y a eu des malentendus. Ces deux disques dépassent certaines discussions du genre «maintenant on met de la guitare pour commercialiser?» Finalement, il n'est plus question de savoir si on doit mettre de la guitare électrique ou non, il suffit de savoir si on est citoyen du Monde ou pas et c'est ça que j'ai exprimé en disant que j'étais Citoyen du Monde de nationalité Bretonne. Ces deux choses là ne sont pas contradictoires et ça doit automatiquement s'exprimer en musique. Il n'est pas question de dire qu'on fait du folk-rock breton! Je fais une musique à la fois bretonne, celtique et mondiale.

Y.F.L.: Est-ce que toutes les musiciennes et tous les musiciens ont «communiqué» avec ce que tu ressentais?

A.S.: Dans une certaine mesure, oui. On a retrouvé l'ambiance des premiers disques. Les musiciens d'opéra étaient tous heureux de jouer cette musique car ils font du studio tout le temps.

Y.F.L.: Ce n'est pas par hasard que tu as choisi une photo-symbole du film *Tess*?

A.S.: En fait je cherchais une photo de Stonehenge. Pour moi c'est le plus grand symbole du monde pré-celtique, la liaison avec toutes les civilisations de l'époque, le côté universel, la liaison avec le cosmos. C'est le centre du monde mégalithique, c'est l'endroit le plus important. A la limite on pourrait dire: celtique, Bretagne= Menhirs! Pendant un certain temps je n'aurai jamais voulu mettre un menhir sur une pochette, mais on peut très bien évaluer ces problèmes, et éprouver le besoin de «mettre» des menhirs. On ne peut pas renier à 100% des éléments qui font partie de notre originalité.

Y.F.L.: Dans ta «quête» personnelle tu souhaites atteindre l'île, est-ce que cette symphonie t'a permis de l'aborder?

A.S.: Théoriquement, elle me sert à l'exprimer, mais ce n'est qu'une approche puisque de toute façon, on ne peut l'aborder vraiment. Le rêve le symbolise, l'île étant du domaine de l'absolu, c'est quelque chose qu'on ne peut pas atteindre. Quand on parle de société idéale, les gens rigolent et pourtant il faut l'imaginer pour pouvoir avancer vers elle. Par moment en jouant de la musique, on se sent soi-même transporté.

Y.F.L.: Crois-tu qu'un jour les celtes, les Bretons trouveront ou retrouveront le Paradis?

A.S.: C'est un peu ce que je dis dans une chanson «Demain on peut reconstruire la Celtie». C'est à partir d'espoirs comme ça que l'on peut se déplacer. On n'a pas le droit de ne pas avoir d'espoir, dans la mesure où c'est justement cet espoir qui peut permettre éventuellement d'y arriver, même sans parler de paradis, arriver à une Bretagne libre. C'est presque un crime de ne pas l'espérer.

Propos recueillis par Yann-Fanch Langoët.



Le Peuple Breton / A. Le Gal

Pour les droits culturels : du Peuple Breton : LA MANIFESTATION DU FRONT CULTUREL

peut-être la bouderie de quelques spécialistes du combat culturel « pur »...

— La lutte du peuple breton et tout particulièrement des habitants du Cap Sizun contre le programme nucléaire de l'État giscardien et le projet colonialiste de centrale à Plogoff a été lié à notre combat. Symbole de l'ensemble des luttes menées en Bretagne, actuellement le Comité de Défense de Plogoff, sur la demande des organisations du Front, a pris la parole à Morlaix. Seule prise de parole en dehors de la déclaration commune du FCPB. Cela avait été décidé lors d'une réunion du Front tenue à la mairie de Plogoff le 8 mars, et c'est significatif. La lutte de Plogoff est une lutte pour la démocratie, une lutte pour le droit de décider de son type de développement, une lutte pour le respect des aspirations d'un peuple, c'est donc aussi une lutte culturelle au plein sens du terme.

Je pense, que le Front culturel Progressiste a fait là un pas important: unité, clarté des revendications, à court terme (statut global des langues et culture de France, création d'un comité de l'audiovisuel géré démocratiquement pour l'ensemble de la Bretagne, intégration des écoles Diwan dans le service public d'éducation, création de postes de maîtres itinérants pour l'enseignement du breton dans les écoles primaires), clarté de l'analyse. Mais comme le soulignait Per Honoré, dans sa déclaration finale sur les marches de l'hôtel de ville, loin d'être une conclusion ce n'est qu'un début... A nous d'en faire une lutte victorieuse.

Un moment important pour la décolonisation de notre peuple.

Milio Kerfeunteun.

QUELQUES esprits chagrins diront sans doute qu'un millier, ce n'est pas ce qu'on pouvait espérer. C'est peut-être vrai, mais il ne faut pas oublier que bon nombre des organisations composant le front participaient et appelaient leurs militants à participer aux diverses actions qui avaient lieu le vendredi 14 et le dimanche 16 à Plogoff.

Je retiendrai, moi, les éléments positifs qui font de cette journée — qui clôturait une semaine d'action particulièrement suivie à Morlaix — un succès.

● **un succès quant à la forme:** c'était la première fois que le Front lançait une action publique de cette envergure. Une préparation longue et soignée a permis de réaliser une manifestation de bonne tenue marquant la détermination des organisations membres du Front.

● **un succès quant au fond:** le FCPB a montré qu'il savait marcher d'un même pas malgré les différences qui séparent les organisations qui en sont membre. Cela a été très net lors du débat du vendredi soir, cela a été symboliquement marqué par la prise de parole unique, cela a été souligné par la présence de militants de toutes les organisations dont bon nombre d'élus pour l'UDB et le PS. C'est loin d'être négligeable.

— La lutte culturelle a été placée dans le cadre général de la lutte pour vivre, travailler et décider au pays, sans ambiguïté mais en lui accordant toute la place qui lui revient. « Nous ne demandons que le droit de vivre et de travailler au pays. Mais pour vivre et travailler, il faut pouvoir décider de ce que sera le développement économique de la Bretagne, décider de la forme du gouvernement que nous voulons, décider de notre vie culturelle ». « La lutte pour la culture est liée à la lutte économique, sociale et politique. Elle est l'affaire de tous ». « La culture dominante va de pair avec l'économie dominante. La revendication culturelle est loin d'être un luxe, c'est le fondement de toute lutte contre l'oppression et l'exploitation ».

Ces quelques extraits de la déclaration faite au nom du Front par Per Honoré, en français (Tangi Louarn faisant une déclaration similaire en breton) explique



Les élus de gauche en tête de la manifestation.

Le Peuple Breton / A. Le Gal

Un outil de travail précieux
Une conservation facile...

DES COLLECTIONS ANNUELLES RELIÉES DU « PEUPLE BRETON »

pour les années 1979 - 1978 - 1977 -
reliure soignée

50 F franco à : LE PEUPLE BRETON - BP 304 - 29273 BREST Cédex

SUR UN AIR DE UILLEAN PIPES ET ... D'ENERGIE

Félix Doran «The last travelling pipers»
(Topic 12 T 288).

Restons dans la tradition avec Félix Doran, le dernier piper voyageur. Je ne sais pas où l'ont entraîné ses voyages, mais ceux qui l'ont rencontré n'ont pu rester de bois à l'écoute d'un son aussi pur. Son uillelean-pipe déchire le temps en de longues plaintes mélancoliques ou en quelques reels et autres rythmes toniques. Là encore, la dextérité et la vitesse à laquelle joue Félix Doran nous laissent rêveur. On sent derrière cette musique un homme simple, pas une idole comme on les fabrique maintenant. Si la new-Wave vous chagrine et le rock vous fait porter des boules qu'êtes-vous, n'hésitez plus Félix-Doran-est-l'homme-qu'il-vous-faut, ne serait-ce que pour son imitation parfaite des animaux dans «The Fox Hunt».

«**No Nukes**» (Asylum records. AS 6202. dist WEA) 3 disques.

Une affiche prestigieuse au Madison Square de New-York en septembre 79 a réuni de nombreux groupes et chanteurs pour cinq concerts organisés par M.U.S.E.

(Union de Musiciens pour les Énergies Douces) contre l'Énergie Nucléaire et pour le développement de l'énergie solaire entre autres. Ces concerts étaient bien sûr à l'image de l'«énergie» américaine, sans mauvais jeu de mot, grandiose et avec un impact énorme. Ralph Nader y est venu prendre la parole et si l'ambiance pouvait ressembler au légendaire Woodstock, le but n'était vraiment plus le même. Il apparaît en outre que les musiciens

étaient motivés pour un futur non-nucléaire. Bien que la seule chanson «atomique» fut interprétée par John Hall «Plutonium is forever».

Mais le disque outre sa fonction militante m'intéressait pour la prestation de Bruce Springsteen. Je n'ai pas été déçu, avec The E. Street Band il joue et chante un Meddley (le sale mot en français c'est pot-pourri) extraordinaire où vous découvrez son saxophoniste Clarous Clemons. Si vous êtes convaincu du talent du Bruce, si sa voix vous accroche, vous aurez peut-être envie de plonger dans sa discographie (4 disques chez C.B.S.) Quant à la prestation de Crosby, Still and Nash, elle m'a fait bien peu d'effet. Je retiendrais de bons moments avec Doobie Brothers, Jesse Colin Young, Jackson Browne et Tom Petty.

Un livret extrait du livre-programme est joint. En 15 pages il présente la carte économique des États-Unis, les interventions de Ralph Nader, de Winana Laduke, les endroits du corps sensibles aux radiations, l'avis des musiciens sur le nucléaire, des articles sur l'énergie solaire, le tout... en anglais!!! Sans commentaires...

Yann Fanch Langoët.

L'abondance de l'actualité bretonne nous force à abrégé cette chronique «disques». Elle sera plus abondante le mois prochain, avec, en particulier, de nouveau Servat.

MYRDDHIN:

DEUX NOUVEAUX DISQUES

Le harpiste Myrddhin vient de sortir deux nouveaux disques d'inspiration et d'essence différentes.

Le premier nous conte l'histoire de «Merlin l'Enchanteur». Il a été réalisé avec les enfants de Plouisy. Nous y retrouvons Myrddhin éducateur qui à partir de séances d'éveil musical fait découvrir aux enfants la harpe celtique bien sûr, mais aussi notre culture, sa musique, ses légendes, son merveilleux. La pochette est également l'œuvre d'enfants qui ont fait les dessins et les textes. Les enfants eux-mêmes ne nous disent-ils pas: «C'était très beau, on se serait cru dans un rêve».

Le deuxième disque «Emersion» est tout différent. Il propose une rhapsodie pour harpe bardique en la bémol qui dure 37 mn. Autour de thèmes populaires traditionnels, Myrddhin y développe une musique savante. Sans rechercher le son pur, il se laisse hanter, avec ses musiciens, par les interférences et les vibrations harmoniques. Myrddhin a le courage avec cette rhapsodie, d'emprunter un chemin difficile mais essentiel pour la naissance d'une musique bretonne moderne.

P. Jézéquel.

Myrddhin aux Éditions Velia: Merlin l'Enchanteur, Rhapsodie.



Brest 29n

14-15 juin 1980

6^e Fête du peuple breton

Pierre PERRET
QUILAPAYUN
F. BERANGER
Amalia RODRIGUEZ
Gilles SERVAT

Gérard DELAHAYE
Kergrist
Fernand L'Eclair
Bagad Bleimor...etc...

**Un extraordinaire programme :
15 F les deux jours !**

On peut dès maintenant commander les billets d'entrée (comprisant l'auto-collant ci-dessus) pour 15 F l'exemplaire à : U.D.B. - BP 304 - 29273 BREST Cédex (+ 1,30 F pour envoi)

TUD-AR-BRO :

Les Bretons à la lumière de la sociologie



TUD Ha Bro, association de recherche sur la société bretonne, a publié en 1979, deux cahiers d'histoires orales: le premier a trait à l'homme et à la mer. Le second s'intitule «Les paysans parlent».

«Notre association s'oriente vers la collecte de tous documents oraux, écrits, matériels et techniques, intéressant la société bretonne» explique Fanch Elégoët dans le numéro un de la revue.

Issue de l'université de Haute-Bretagne, elle se propose, en toute modestie, de pallier pense-t-il, les carences des institutions universitaires bretonnes dans le domaine de la recherche sur la société bretonne.

«En Bretagne, estime encore F. Elégoët, cette recherche ne se fait que grâce à des associations culturelles, comme DASTUM pour la collecte, et l'édition de la chanson populaire».

Tud Ha Bro, Sociétés Bretonnes, devient donc la concrétisation du travail réalisé par cette association par la

publication des documents collectés.

La lutte des classes et la foi en Dieu...

Le numéro un, l'Homme et la Mer, propose des histoires de vie traduites du breton ou recueillies en français dans le milieu maritime.

- La récolte du goémon à Kemenez
- La pêche côtière à Lesconil
- La pêche à la morue
- Anna, une vie à Douarnenez.

Les textes proposés intéresseront tous ceux qui, de près ou de loin, suivent l'évolution de notre société.

«Au cours de ces trajets avec les gens de mer, nous pénétrons la densité de l'histoire des hommes, les espaces marins, et leurs dangers, les travaux harassants, la souffrance et la maladie, le bonheur et le jeu, la lutte des classes et la foi en Dieu, la violence sociale et le combat des hommes pour leur survie» lit-on dans la préface.

«L'homme et la Mer» est un document très dense, à la retranscription aussi fidèle que possible du parler populaire.

Avec le numéro deux «Les paysans parlent», nous assistons aux transformations de la société paysanne sur le plan vestimentaire, technique, à l'évolution des mentalités.

Les entretiens avec Jean-Louis Lallouët, ex-syndicaliste paysan opposé à Gourvennec en est le plus vivant témoignage. Nous découvrons le rôle joué par la J.A.C. encadrée par le clergé, dans la formation et l'évolution de la jeunesse rurale. De nombreux jacistes deviendront ainsi militants syndicaux.

Ils se retrouveront au coude-à-coude lors des violentes manifestations paysannes des années 60. D'aucuns comme Lallouët se démarqueront très vite des actions menées. «... D'abord, je conteste absolument les moyens violents. La violence autoritaire je ne la partage absolument pas. Je maintiens là-dessus mes positions, je ne mobiliserai jamais et je souhaite qu'on ne mobilise jamais les paysans, pour détruire, pour attaquer une préfecture.

Je ne crois qu'à une seule action, une action syndicale: celle de l'ouvrier c'est la grève; celle de l'agriculteur c'est de toucher le circuit de vente de ses produits. A partir de ce moment-là, il emmerde tout le monde, on l'écoute, on le convoque dans des départements, dans des ministères. Autrement pour moi le reste c'est du fascisme.

Deuxièmement, chose qui est très importante, je ne partage pas l'orientation économique de Gourvennec.

Il accepte la concentration des moyens de production; il faut voir grand, vaste et tout ce qui est petit, tout ce qui est moyen doit disparaître...» (les paysans parlent p. 130).

A l'inverse du numéro précédent, j'ai noté avec satisfaction une certaine recherche esthétique tant dans la présentation du recueil que dans la mise en forme des pages. Souhaitons donc aux responsables de la revue de persévérer dans cette voie.

Alexandre Ily.

Ces deux numéros sont à commander à l'adresse suivante: Tud Ha Bro, Sociétés Bretonnes, B.P. 25 - 29232 Plouguerneau.

L'homme et la Mer: 30 F.
Les paysans parlent: 36 F.

ABONNEZ-VOUS

LE PEUPLE BRETON

Boîte Postale 304 - 29273 BREST CEDEX

NOM PRÉNOM

ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 50 F (1)
étranger : 60 F (1)
de soutien : à partir de 70 F (1)

un réabonnement (1) étranger, par avion: 75 F (1)
A partir du N° inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2365-76

ABONNEZ-VOUS

PUBL VREIZH

en langue bretonne

NOM PRÉNOM

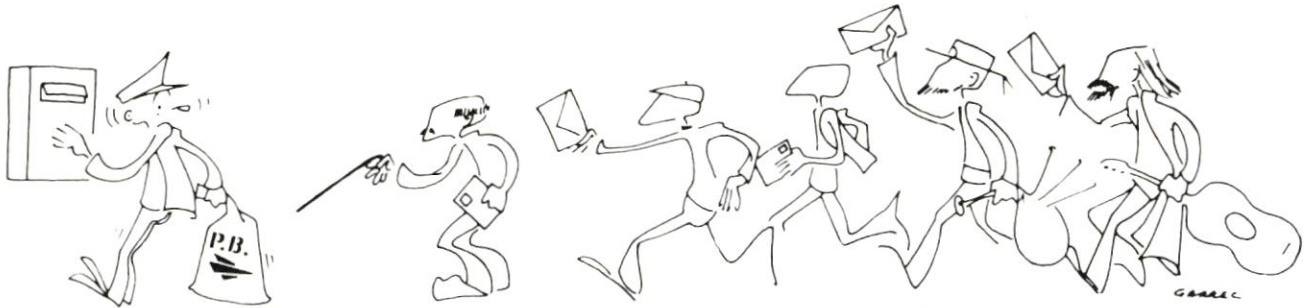
ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 40 (1)
étranger : 50 F (1)
de soutien : à partir de 60 F (1)

un réabonnement (1) étranger, par avion: 65 F (1)
A partir du N° inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2746-79



COURRIER DES LECTEURS

Nous remercions ceux qui nous écrivent. Précisez si vous désirez l'anonymat.

Marine Marchande

Depuis bien longtemps, les compagnies maritimes ne sont plus la propriété exclusive de armateurs de père en fils; elles font partie de gigantesques groupes financiers dans lesquels, minoritaires, elles sont manipulées à droite ou à gauche au gré des juteux bénéfices à réaliser. Bref, une vraie bataille navale de la devise flottante.

De ce fait, la politique maritime actuelle ne veut pas non plus des « canards boiteux » seuls les navires dits rentables ont une petite chance de survie. Ces unités sont tout ce qu'il y a de plus spécialisé: rouliers porte-containers, etc...

La marine française, bien que jeune, possède tout de même de nombreuses unités non spécialisées dont la vente pèse lourd chaque année. La plupart des armateurs n'ayant pas les pouvoirs de remplacer leurs navires, nous risquons d'assister dans les années à venir à une subtile braderie. En effet, rien ne sera plus facile que de se garder « pignon sur rue » dans le « shipping » avec une petite poignée d'unités rentables, le reste étant vendu à quelques armateurs de paille sous pavillon étranger et actionnaires du groupe financier.

L'armateur des temps modernes se contentera dès lors d'être un simple marchand d'hommes pour ces unités armées par des marins sans qualifications ni garanties. L'encadrement sera réalisé par des officiers de ces compagnies françaises bradant leur flotte mais se gardant leurs cadres.

Il est certain qu'avec une reprise du trafic maritime, obligatoire, les groupes ayant subtilement placé leurs œufs dans plusieurs paniers dégagés de toutes contraintes nationales législatives ou syndicales, et pourront à loisir faire embarquer leurs officiers à bon prix sur des navires étrangers de leur choix.

D'un point de vue international, on assistera à un affaiblissement des normes et des conditions de navigation et de sécurité, à un renforcement des pavillons de complaisance ayant trouvé le biais à leurs encadrements aléatoires, etc...

D'un point de vue national, c'est la mise à pied prochaine d'une grosse partie du personnel d'exécution, maîtres matelots avec toutes les conséquences en amont et en aval de la profession.

D'un point de vue particulièrement breton c'est un vrai naufrage d'autant que le rapport officiers/personnel d'exécution n'est que 3 pour 7 environ. Cela veut dire la mise à pied, sur 42% de la marine française de 24% jusqu'à 30% du total français en Bretagne.

Une fois de plus, une situation très défavorable pour les travailleurs bretons est à envisager due en grande partie à une dépendance française totale. Quand la vocation maritime de la France passe par la Bretagne on regarde à deux fois du côté de Paris.

J.P. Anvers

Petit jeu...

Contrairement aux autres années, je ne renouvelle pas mon abonnement à votre journal parce que j'apprécie de moins en moins votre anticommunisme. Vos articles sont à peu près bons, ce sont vos analyses qui sont mauvaises. Vous savez faire des critiques mais vous ne proposez pas grand chose.

Sans rancune, veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

M.K. 92 Gennevilliers.

C'est par retour du courrier que je vous adresse mon chèque pour le réabonnement au P.B.

Par la même occasion, je tiens à vous préciser que j'ai beaucoup apprécié les différentes rubriques du journal et en particulier les éditoriaux pour la justesse des points de vue qui y sont développés, comme sur l'Afghanistan par exemple.

J.P. le Roy, Quimper.

Et le sodium ?

Monsieur Michel de Bennetot déclare, page 10 « Mais les dangers ne sont pas extraordinaires. Dès qu'on parle du nucléaire on dit n'importe quoi, alors qu'on a quarante ans d'expérience et de recul. Il faut bien la mettre quelque part cette centrale ».

L'inconséquence de Monsieur Michel de Bennetot m'abasourdit. Je suis épouvanté en pensant que plusieurs élus, se fiant à la compétence qu'il affirme, ont voté pour l'implantation de cette centrale. Nulle part le problème du sodium n'a été soulevé officiellement dans les débats.

Que se passera-t-il si par malheur le sodium, fluide, chauffé à plus de 500° C, se trouve au contact de l'eau au niveau du générateur ou ailleurs, environné par une quantité appréciable de plutonium, dont six kilos suffisent pour fabriquer une bombe. Ce sera une catastrophe épouvantable, Monsieur de Bennetot, à laquelle vous aurez largement contribué, vous et les autres partisans du « tout nucléaire » après la cohorte de catastrophes due au « tout pétrole » où l'incompétence des gens « compétents » a été malheureusement maintes fois démontrée.

M. Tuarze, 17 Lagord.

Si la question du sodium n'a pas été soulevée dans notre débat du mois dernier, c'est qu'il n'interviendra pas comme fluide colporteur dans une centrale du type de celle qui est projetée à Plogoff. Le sodium

n'intervient que dans les surrégénérateurs, dont il constitue d'ailleurs un des problèmes majeurs. Souhaitons ne pas avoir à en parler d'ici quelques années, sur le site de Brennilis!

Intransigeance

Je me permets de vous écrire pour vous dire toute la sympathie que j'ai pour notre peuple, et le parti qui l'honore. Je lis tous les mois votre mensuel et essaie de le faire lire dans mon entourage.

Je vous félicite pour votre intransigeance vis à vis du nucléaire (d'autres partis louvoient).

Y. Bleuven, Brest.

A Y.F. Langoët

Lecteur régulier du peuple breton, c'est toujours sur la rubrique « sur un air de » que je saute en premier. Hélas, le mois dernier je n'y ait pas trouvé ce que je cherchais. Tu avais en effet annoncé dans le n° de janvier la présentation du dernier disque de Servat dans le n° de février. Attendant ta critique avant de (peut-être) l'acheter et n'ayant rien trouvé non plus dans le n° de mars, je me pose la question: est-ce volontaire ou est-ce un oubli?

J'ai remarqué dans le n° de février que tu venais de découvrir et d'apprécier le Groupe « Gwendal »; j'en suis fort content et je te conseille de découvrir aussi (si tu ne l'as déjà fait) les 3 précédents qui sont pas mal non plus.

Je viens de relire dans le n° de juillet-août 79 ton dossier meilleurs disques celtiques et je m'aperçois que tu ne parles pas de Bernard Benoit (guitare celtique) que je considère comme un des plus « inspirés » en ce moment dans la musique bretonne; là aussi, je ne peux que te conseiller d'écouter ses 2 derniers disques: Lutunn Noz et Rigena. 2 petites merveilles.

Je terminerai en t'encourageant à continuer dans la voie que tu t'es fixée, c'est-à-dire informer les lecteurs du peuple breton sur ce qui se fait actuellement en matière de musique celtique car je ne suis pas du tout d'accord avec ceux qui te reprochent d'oublier les autres formes de musique (pop, rock, jazz, etc...)

Je ne pense pas être sectaire dans mes choix musicaux, mais il faut bien admettre que les journaux spécialisés dans les genres pré-cités ne manquent pas alors qu'en matière de musique celtique, ils sont beaucoup plus rares.

F. Loussouarn,
85 Olonne sur Mer.

LE PEUPLE BRETON

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

Edito

marre !

ON va finir par se sentir voués à la crasse... On va finir par se transformer en bourrier de l'industrialisation des autres, en fumier de leur développement. A nous le nucléaire, à nous les marées noires... Et pendant ce temps là, notre industrie, ou ce qu'il en reste, se démantibule, les conserveries ferment, les usines de confection font faillite.

La Cornouaille, à elle toute seule, est un modèle réduit de la Bretagne entière, avec les mauvais coups que lui porte le pouvoir. La centrale coloniale qu'on cherche à lui imposer contraste avec la fermeture de l'usine Chancerelle à Douarnenez et celle de la manufacture Le Minor à Pont l'Abbé. Ah, il est beau le plan d'industrialisation censé accompagner la centrale, il commence bien mal!

La répression brutale, la justice aux ordres, on n'a rien négligé pour nous imposer ce dont nous ne voulons pas. C'est à coups de matraques qu'on nous fait entrer dans la tête les raisonnements économiques qu'on tient à notre place. C'est par la force qu'on fera notre bonheur nucléaire, puisque paraît-il, nous sommes inaccessibles au raisonnement...

Le développement capitaliste dépose ses cacas sur nos trottoirs, la raison d'État défèque dans nos jardins.

On en a marre!

Marre de pseudo-arguments des notables de droite, qui prennent les gifles pour des aumônes, et les aumônes pour des victoires.

Marre des casernes qu'on nous impose, comme à Ti-Vougeret, marre des sous-marins nucléaires qu'on trouve tout naturel de baser chez nous.

Marre des marées noires, du Torrey Canon, de l'Olympic Bravery, du Boehlen, de l'Amoco-Cadiz, du Gino, du Tanio. Marre de la marée gluante des déclarations officielles, de l'incapacité triomphante, de l'indifférence benoîte. On devrait apprendre à vivre avec, paraît-il, on devrait se résigner à la périodicité du vomissement fétide! L'argent commande et tant pis pour le vif-argent des oiseaux marins, pour le blanc éclatant du sable, pour la vie joyeuse ou obscure des hommes.

La fierté de notre pays, la jubilation d'y vivre nous sont-elles encore permises? La seule mobilisation qui nous soit proposée est de le rendre net pour l'été: qu'il soit sans tache aux objectifs



photographiques des visiteurs estivaux. Que ceux-ci se rassurent: la Bretagne en clown triste saura encore faire rire, la Bretagne en catin aura sûrement le nez propre.

Panser les plaies active la rage; les poings se sont serrés dans les poches et la détermination a pris corps dans les longs cortèges des manifestations de l'hiver. Les coups du sort se sont révélés mauvais coups du pouvoir. Il n'y a pas de fatalité pour la Bretagne, rien ne résiste à l'analyse.

La mise à mal de l'économie est en accord avec la fermeture des gares. Le quadrillage militaire est en rapport avec la centrale coloniale. La lutte contre la marée noire est axée sur le tourisme...

Devant les mauvais coups du pouvoir, les Bretons ont commencé à réagir. De manière disparate, bien sûr, avec des hauts-faits — Plogoff — et des découragements — dans le Trégor au début de la marée noire — mais de manière profonde.

La Bretagne bouge sur les questions véritables, l'emploi, l'énergie, la culture, la société. La Bretagne bouge et son mouvement contraste avec le niveau des préoccupations politiciennes qui agitent la classe politique française: Notre vague contre leurs incessants et dérisoires mouvements browniens.

Contre les mauvais coups de Giscard, c'est un front uni et déterminé que nous devons opposer. Nombreux sont les Bretons qui le pensent. L'UDB, en lançant sa «pétition» nationale contre les mauvais coups du pouvoir «leur offre l'occasion de le dire. Il faut la signer massivement.

UDB